

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1908.

1^o Proposition de loi relative à la recherche de la paternité et de la maternité.

2^o Proposition de loi sur la recherche de la paternité (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

Le principe de l'article 340 du Code civil, qui interdit la recherche de la paternité, est l'œuvre de Bonaparte.

Aucune disposition pareille ou analogue n'existait ni dans le droit ancien, écrit ou coutumier, ni dans le droit canonique, ni dans le droit intermédiaire. Rien non plus ne pouvait faire supposer, même aux époques de l'histoire où l'enfant naturel était traité avec le plus de défaveur, qu'un jour le législateur introduirait dans nos lois un principe aussi contraire aux règles les plus élémentaires de la morale et du droit.

A Rome, il eût été inutile de prohiber la recherche de la paternité. Les enfants issus d'unions irrégulières étaient légalement étrangers à leur père. Leur nombre devait être considérable, les esclaves et les étrangers ne jouissant pas du droit de contracter mariage. Mais, en fait, la plupart d'entre eux étaient reconnus. Le problème de la recherche de la paternité ne devait donc pas se poser.

Dans le dernier état du droit romain, sous l'influence des idées chrétiennes, les enfants naturels, nés du concubinage et dont la filiation est certaine, ont droit à des aliments à prendre sur les biens de la succession pater-

(1) Propositions de loi, n° 74 et 78 (session de 1901-1902).

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Denis, Hymans, Van Cauwenbergh, Verhaegen, Woeste et Colaert.

nelle (1). Mais les autres, les *vulgo concepti*, restent étrangers à leur auteur. Ils tombent à la charge exclusive de leur mère jusqu'à ce que Constantin, dans le but d'empêcher la vente ou la mort de ces êtres malheureux, assura à leur mère les secours du Fisc (2).

Cette mesure fut pourtant rapportée par Constantin lui-même quelques années plus tard, la charge qui en résultait étant jugée trop lourde pour le trésor de l'empire.

Déjà du temps de Justinien, le droit de se débarrasser de son enfant par la mort — *jus necis* — avait disparu; mais la vente restant permise, les enfants nés d'une union irrégulière ou passagère devinrent marchandise courante. Sous Valentinien, ils pouvaient se racheter moyennant de rembourser les frais d'entretien et le prix de vente.

Le droit canonique, dépositaire des traditions romaines, reconnut de bonne heure aux enfants naturels le droit de réclamer des aliments à leurs père et mère, aussi longtemps qu'ils étaient incapables de subvenir à leurs besoins. Ce droit ne se borna pas aux enfants naturels nés du concubinat — *liberi naturales* —; il s'étendit à tous les bâtards, même aux incestueux et adultérins.

La dette alimentaire existe donc depuis des siècles, dans le droit canonique, à l'égard des enfants naturels sans distinction. « En quoi les Canons, dit » d'Aguesseau, ont corrigé les rigueurs du droit civil; et nous avons adopté » dans notre usage cette décision, comme beaucoup plus équitable que celle » du droit civil » (3).

Ces paroles du Chancelier prouvent que le droit civil ne s'était rallié que depuis peu à la loi canonique. Mais il est certain que de temps immémorial le droit ancien a admis qu'à défaut d'une reconnaissance expresse et de la reconnaissance tacite résultant de la possession d'état, la paternité hors mariage pouvait être recherchée en justice : les juges chargés de la déclarer avaient un plein pouvoir d'appréciation, aussi bien relativement aux faits dont ils croyaient pouvoir l'induire que relativement à la justification de ces faits.

En France jusqu'à la Révolution, la preuve de la paternité ne fut réglée par aucun texte ayant force de loi : depuis le droit romain jusqu'à la fin du XV^e siècle, toutes les législations sont muettes sur le sujet qui nous occupe.

Ce silence est significatif, dit M. Félix Dupré-La Tour. « Si les juristes, et » en particulier ceux de Rome, se taisent sur une question aussi riche en » difficultés, aussi féconde en subtilités et en controverses, c'est que, » vraisemblablement, le problème ne devait pas se poser; et, en effet, dans » cette longue période de l'histoire, on observe deux traits communs : un

(1) JUSTINIEN, NOV. 89, 12, 15.

(2) C. THÉOD. 11. 27, 1.

(3) Décrétales du Pape Grégoire, C. S. X.; Innocent III, c. 13, X. — D'AGUESSEAU, œuvres complètes : dissertation sur les bâtards, tome VII, p. 402.

» très grand nombre d'enfants naturels sont avoués par leur père ou vivent
» avec lui; les autres trouvent des institutions ou des individus qui, par
» calcul, charité ou contrainte, recueillent les abandonnés sans espoir de
» recours contre les parents, et, à défaut d'une vie enviable, leur évitent la
» mort sur la place publique, cause de trouble et d'angoisse pour les hon-
» nêtes gens (1). »

Nous n'en disconvenons pas, bien qu'il nous soit impossible de contrôler et de fixer, même approximativement, le nombre d'enfants naturels avoués par leur père ou vivant avec lui. Mais ce qui nous paraît incontestable, c'est que, dans des siècles de foi, sous l'action bienfaisante du christianisme, les mœurs devaient se modifier avec les idées. La sanction de la morale ayant Dieu pour base, aussi bien et plus encore que les peines canoniques prononcées contre celui qui avait séduit la fille, devaient lui inspirer tôt ou tard le remords et lui dicter l'obligation de réparer la faute commise.

La faculté de rechercher la paternité, tout au moins en vue de l'exécution de la dette alimentaire, existait donc ; mais elle n'était pas réglée par la loi.

Dans l'ancienne Belgique, le premier droit que nos coutumes, d'accord avec les lois canoniques, reconnaissent à tous les bâtards sans exception, est celui d'être nourris et élevés par leur père et par leur mère jusqu'à ce qu'ils fussent en état de se suffire à eux-mêmes.

L'obligation pesait d'abord, suivant quelques statuts, exclusivement sur le père; ce n'est qu'à son défaut qu'elle retombait sur la mère. Plus généralement ils en étaient tenus l'un et l'autre.

De bonne heure la recherche de la paternité, aussi bien que celle de la maternité, était autorisée. C'était un droit d'essence germanique, dont la preuve pouvait résulter : 1° de la reconnaissance émanée du père; 2° d'une reconnaissance judiciaire ou déclaration intervenue en justice sur la recherche instituée par l'enfant; 3° de la désignation permise à la mère (2).

Il suffisait de l'indication du père faite sous serment à la sage-femme, dans les douleurs de l'enfantement. Mais cette affirmation devait être appuyée par l'existence de relations antérieures avec celui que la mère désignait, et être soutenue par une conduite irréprochable de la mère. Ce n'est que quand cette preuve était fournie, que le séducteur devait soit épouser la fille, soit la doter, ce qui se formulait par ces trois mots des canonistes : *duc vel dota*, épousez la fille ou donnez une dot et prenez l'enfant à votre charge (3).

Un des plus anciens documents législatifs français en cette matière, si non le plus ancien, est l'édit de Henri II, de 1556. Aux termes de cet édit, toute femme enceinte, non mariée, devait déclarer sa grossesse. Il assurait, au moins implicitement, la constatation de la filiation paternelle et ouvrait à la mère de l'enfant un double recours contre son séducteur. Elle pouvait, à son choix,

(1) *De la recherche de la paternité en droit comparé*, p. 6. Paris, 1900.

(2) DEFACQZ, *Ancien droit belge*, t. I, p. 409 et 411.

(3) BAIRZ, *Code de l'ancien droit belge*, t. II, p. 359.

l'actionner au criminel par *une plainte en gravitation*, ou lui intenter une action civile en dommages-intérêts. Cette plainte en gravitation fut, sous l'influence du droit canonique, réglée par une ordonnance de 1670, laquelle fut modifiée plus tard.

L'action civile était régie par un usage ancien, que le président Faber formula en la célèbre maxime : *Virginī creditur dicenti se ab aliquo cognitam et ex eo prœgnantem esse*. Faber exigeait pourtant le serment (*juranti*) et ne permettait pas à la veuve, à la femme mariée, à la fille de mauvaise vie, de le prêter. De plus, la désignation d'un homme marié, d'un mineur, d'un interdit, d'un prêtre ne produisait aucun effet.

À la fin du XVIII^e siècle, la condamnation provisoire, sur simple déclaration de la fille-mère, était devenue de style (1).

Que les Parlements aient rendu quelquefois des décisions injustifiées, qui peut en douter? Mais qu'il y ait eu de nombreux abus, nécessitant la prohibition absolue de la recherche de la paternité imposée plus tard par un coup d'État, personne ne peut le prétendre, et encore moins l'établir.

Il ne suffisait pas d'une accusation portée par la fille séduite contre son séducteur prétendu, pour que celui-ci fût déclaré père de l'enfant (2).

En général, on distinguait entre *le provisoire* et *le fond*. Au provisoire, on condamnait l'homme indiqué par la femme comme étant le père, à pourvoir provisoirement à l'entretien de l'enfant. Le fond était jugé sur des preuves dont la charge incombait à la femme.

Nous n'insistons pas sur les dangers de cette condamnation provisoire que personne ne songe à rétablir.

Mais que peut-on reprocher au principe même de la recherche de la paternité, tel qu'il était admis ou pratiqué autrefois?

On ne dira plus sans doute avec Napoléon que « la société n'a rien à gagner à ce que les bâtards soient reconnus »? C'est résoudre la question par la question; et, comme nous le dirons tout à l'heure, l'expérience a prouvé la fausseté de ce mot trop souvent répété autrefois.

On a invoqué, avec plus de raison, la dignité du pacte conjugal, la crainte du scandale et la nécessité du maintien de la famille. C'est en se basant sur ces motifs d'intérêt social, que la plupart des législations anciennes ont exclu l'enfant naturel de la famille et de toute participation à l'héritage domestique. C'est « pour respecter la sainteté du mariage et sa haute signification » que le nouveau Code civil allemand n'établit aucun rapport juridique entre l'enfant illégitime, le père et la famille *paternelle* (3).

Assimiler l'enfant naturel à l'enfant légitime et le faire entrer dans la famille, avec tous les droits inhérents à la légitimité, c'est en réalité porter une grave atteinte à une des bases essentielles de la société, c'est ébranler l'institution du mariage.

(1) DUPRÉ-LATOUR, pp. 14 et 15.

(2) FOURNOL, *Traité de la séduction*. Paris 1781, p. 57, et LE BIDENT, *Code matrimonial*, 1770, t. II, p. 640.

(3) Exposé des motifs.

Mais alors pourquoi, vis-à-vis de la mère et de la famille maternelle, accorder à l'enfant illégitime la même place qu'à l'enfant légitime, comme le fait la loi allemande ? Nous préférons le système du Code civil français, qui donne à l'enfant naturel reconnu certains droits sur les biens de ses père ou mère décédés, droits auxquels les auteurs des diverses propositions de loi soumises à notre examen, n'apportent aucune modification.

Dans le projet de Code civil, le principe de la recherche de la paternité était inscrit, tout au moins en ce sens que la recherche de la paternité *avouée* était admise, c'est-à-dire celle qui pouvait être établie, non seulement par une reconnaissance inscrite sur les registres publics, mais aussi celle qui résultait des écrits privés du père ou d'autres circonstances (1).

Si le Tribunal avait conservé le principe de la recherche dans ces limites, il est probable que l'article 340 aurait échappé aux attaques dont il est l'objet.

Mais la loi de Brumaire avait accordé trop de faveurs à l'enfant naturel reconnu, en l'assimilant à l'enfant légitime au point de vue héréditaire ; l'interdiction absolue de la recherche de la paternité fut considérée comme un contrepoids de ces avantages. De ces deux excès le Code civil n'a corrigé que le premier.

Le Tribunal s'était même opposé énergiquement à toute restriction au principe de la recherche, voulant consacrer dans la loi ce qui avait été admis de tout temps, sans qu'aucun abus considérable en eût exigé le remède (2). Mais Napoléon épura le Tribunal ; et celui-ci, assagi, modifia l'article 340 en supprimant ou en laissant supprimer les mots paternité *non avouée*.

C'est la seule politique de Napoléon, dit M. Giraud, qui lui commandait d'agir ainsi : « Sa prédilection pour les immenses armées permanentes, et, par conséquent, pour les légions de célibataires, lui faisait comme une nécessité d'État d'un article 340, sans lequel leur position eût été difficilement tolérable » (3).

Les divers projets et propositions de loi, dont la Chambre a été saisie, ont pour but d'étendre encore le principe de la recherche de la paternité tel qu'il était admis dans le projet de code civil (4).

Le projet de MM. Lejeune et Begerem, successivement ministres de la Justice, a été distrait du projet de revision du titre VII du Code civil et représenté sous la forme d'un projet spécial. Le principe de la recherche de la paternité y est proclamé *un droit naturel que le droit positif ne limite qu'à raison de la difficulté de la preuve*.

Les auteurs des propositions de loi se basent sur les écrits d'une foule de

(1) FENET, t. X, p. 77; LOCRÉ, t. III, p. 19. Cités par M. Janssens, Procureur général à la Cour de cassation, dans son discours prononcé à l'audience de rentrée, 1903.

(2) FENET, tome III, p. 156 et 157.

(3) Cité par M. le procureur général JANSSENS.

(4) Projets de MM. LEJEUNE et BEGEREM ; propositions MARILLE et CONSORTS, DENIS et VANDERVELDE.

jurisconsultes, philosophes et économistes éminents, appartenant à des écoles et à des opinions différentes, tous adversaires de l'interdiction de la recherche de la paternité. Ils invoquent en outre certaines statistiques. Nous pourrions ajouter celles d'un grand nombre de pays, d'où il semble résulter que la désertion du mariage est plus accentuée, la pratique démoralisante de l'union libre plus fréquente dans les pays où la disposition de l'article 340 existe que dans les autres où il n'a pas été introduit ou n'a jamais existé. Dans les premiers, les crimes contre l'enfance, la natalité et la mortalité illégitimes se sont élevés à des chiffres qui semblent ne laisser aucun doute sur l'effet de l'interdiction de cette recherche (1).

Examen du projet en sections.

Sur le principe même de la recherche de la paternité, toutes les sections ont émis un avis favorable, sans qu'aucune d'elles ait cru devoir le justifier. C'est que l'opinion publique est unanime pour admettre, dans certains cas, et avec certaines conditions, la recherche de la paternité. On peut affirmer sans hésiter qu'il en est ainsi dans notre pays, et que les Chambres belges ne verront pas défendre la disposition de l'article 340, imposée de force, il y a un siècle, à la conscience publique.

ARTICLE PREMIER.

Les différents projets et propositions de loi, dont nous avons parlé jusqu'ici, proclament dans leur premier article, le principe de l'autorisation de la recherche de la paternité. Ils rompent tous avec le système de l'article 340 du Code civil, qui interdit la recherche.

Seul, Laurent propose de maintenir la règle de l'interdiction et d'admettre la recherche de la paternité dans deux cas exceptionnels : 1° En cas d'enlèvement ou de viol ; lorsque l'époque de l'enlèvement ou du viol se rapporte à celle de la conception, le ravisseur ou l'auteur du viol pourra être déclaré père de l'enfant ;

2° En cas de promesse de mariage ou de séduction, lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit de la promesse ou de la séduction, ou lorsque les présomptions, résultant de faits dès lors constants, sont assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale.

Le projet de la commission de revision, adopté par MM. Lejeune et Begerem et par MM. Mabilie et consorts, prévoient trois cas dans lesquels la recherche pourra être autorisée. Outre les deux cas proposés par Laurent, ils règlent celui où il existe des aveux exprès ou tacites. Ce cas est ainsi énoncé : 1° S'il y a aveu de la paternité résultant soit d'actes ou d'écrits quelconques émanés du père prétendu, soit de faits et circonstances dont la

(1) Pouzol, *Recherche de la paternité*. Paris, 1905, p. 556.

réunion caractérise la possession d'état, d'après l'article 321 du Code civil.

MM. Denis et Vandervelde usent d'une formule plus générale, et admettent la recherche de la paternité « dès qu'il y a preuves écrites, commencement de preuve par écrit ou faits constants faisant naître des présomptions assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale. »

La section centrale s'est posé la question de savoir si, au fond, il y a concordance entre ces divers systèmes.

Il est certain que le texte de M. Mabilie restreint l'autorisation de la recherche aux trois cas qu'il prévoit (1), tandis que celui de M. Denis implique, entre autres, les relations entre personnes non mariées, ou le concubinage, dont nous parlerons plus loin.

De ces deux systèmes, la section centrale a préféré le premier — sauf à le compléter — par ce qu'il énumère, en une formule précise, les diverses hypothèses dans lesquelles l'action en déclaration de paternité pourrait être accueillie et qu'il limite nettement les moyens de preuve auxquels le demandeur devra recourir.

A. — L'article premier prévoit d'abord le cas de l'*aveu de la paternité*.

On ne peut méconnaître l'extrême importance qui s'attache à cet aveu du père, — soit qu'il ait été fait *expressément* dans un écrit quelconque, même dans une lettre missive; soit qu'il résulte *tacitement* de ces faits publics, notoires, constants, qui sont constitutifs de la possession d'état et que l'article 321 déclare suffisants pour démontrer même la filiation légitime.

Faut-il, à ces circonstances indicatrices de la filiation, ajouter le concubinage du prétendu père et de la mère de l'enfant?

Nous avons déjà dit que la proposition Denis ne repousse pas cette extension.

Y a-t-il donc lieu de compléter, sur ce point, l'énumération de la proposition Mabilie, en définissant les conditions dans lesquelles la cohabitation prolongée serait considérée comme une présomption grave, comme un aveu tacite de la paternité?

La section centrale a été longtemps divisée sur cette question.

Il est impossible de méconnaître que ceux qui repoussent la présomption déduite du concubinage se laissent guider par un sentiment des plus louable. Ils reculent, avec l'organe de la commission de revision du Code civil, devant la gravité des conséquences qu'il signale : « On arrive ainsi à assimiler, dit M. Van Berchem, le concubinage au mariage, au moins en ce qui concerne la preuve de la filiation. Cette assimilation n'est pas pour décourager les unions libres; c'est au contraire y pousser les femmes, en leur ôtant l'inquiétude qu'elles peuvent avoir sur le sort de l'enfant. »

(1) C'est bien ainsi, semble-t-il, qu'il faut les interpréter, dit M. Edouard Vandersmissen (*La Recherche de la paternité*; extrait de la *Revue générale*, janvier 1905). S'il en était autrement, si l'admissibilité de la demande en déclaration de paternité était entourée de moins de garanties et de précautions, ces textes présenteraient les mêmes inconvénients et donneraient lieu aux mêmes critiques que la proposition de MM. Denis et Vandervelde.

Si ces considérations étaient fondées, nous n'hésiterions pas un instant à nous y rallier. Mais l'interdiction de la recherche, dans ce cas, peut-elle exercer une sérieuse influence sur l'augmentation des unions libres ?

M. Van Berchem semble en douter lui-même. C'est à l'instruction, dit-il, c'est aux progrès de la morale qu'il faut demander le remède le plus efficace.

L'instruction a fait d'incontestables progrès, nous le reconnaissons, depuis l'époque où l'interdiction de la recherche de la paternité fut introduite de force dans notre droit. Mais a-t-elle été un remède aux unions libres, qui se multiplient de jour en jour ? Si elle avait eu l'influence qu'on lui attribue n'aurait-elle pas dû contrebalancer les conséquences fâcheuses de l'introduction de l'article 340, que nous avons constatées plus haut ?

Et les progrès de la morale ! Comme nous le disons dans notre rapport sur le projet de loi sur « la protection de l'enfance », est-il exact de proclamer avec quelques jurisconsultes, l'impuissance des lois d'ordre moral : *Quid leges sine moribus ?* Les lois exercent sur les mœurs une influence souvent décisive. Si elles leur cèdent parfois, plus souvent elles les dirigent. La loi est appelée, disait Cicéron, à extirper le vice et à favoriser la vertu : *Leges emendatrices vitiorum, commendatrices virtutum*.

Le législateur a donc le devoir de rechercher quelles sont, parmi les mesures législatives à prendre, celles qui peuvent favoriser le plus les progrès de la morale.

Les partisans de la présomption tirée du fait de concubinage peuvent s'armer de la loi canonique et de la doctrine de ses auteurs (1); ils peuvent invoquer l'opinion de la plupart des jurisconsultes anciens et modernes, et, aussi, l'article 1717 du nouveau Code civil allemand. Il est permis d'ajouter que, dans presque tous les cas, cette présomption se confondra avec celle résultant de la possession d'état d'enfant naturel, que tout le monde range parmi les présomptions les mieux fondées. Ils peuvent enfin soutenir, avec M. Raymond Janssens, qu'il y aurait une criante injustice à exclure du bénéfice de la loi celui dont le père, soit par calcul ou habileté, soit à défaut d'instruction, n'aurait laissé aucun écrit pouvant par la suite lui être opposé, alors que la preuve du concubinage, plus facile à apporter, permettrait d'une façon aussi certaine d'établir la paternité (2).

Mais ces considérations, quelle que soit leur valeur théorique, devraient céder devant la conséquence grave signalée par M. Van Berchem, s'il était vrai de dire que l'admission de la présomption tirée de la cohabitation peut favoriser les unions libres.

Nous ne partageons pas cette crainte. Remarquons d'abord qu'il ne s'agit pas d'assimiler l'enfant issu du concubinage à l'enfant né du mariage ; il restera enfant naturel et ne pourra être légitimé que grâce à une union régulièrement contractée. Il n'aura donc d'autres droits, sur la succession de ses parents, que ceux que la loi accorde déjà à l'enfant naturel reconnu.

(1) DELVINCOURT, *Cours de Code civil*, 1^{er} vol., p. 387.

(2) Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée, le 1^{er} octobre 1903, p. 12.

De leur côté, l'homme et la femme vivant dans une union libre resteront des *concubins*, et l'expression de *faux ménage* sera appliquée à cette union, aussi longtemps que le mariage aura conservé dans nos lois, comme dans nos mœurs, son caractère sacré, suivant la définition qu'en donne Portalis : « Le mariage est la société de l'homme et de la femme qui s'unissent pour » perpétuer leur espèce, pour s'aider par des secours mutuels à porter le » poids de la vie et pour partager leur commune destinée (1) ».

Il ne s'agit donc que d'une assimilation de la preuve de la filiation naturelle à celle de la filiation légitime. Et encore cette assimilation ne serait pas complète, car les articles 319 et suivants du Code civil contiennent des règles qui sont spéciales à la preuve de la filiation des enfants légitimes.

Nous pouvons nous faire illusion, mais il nous semble que la circonstance de la cohabitation des père et mère de l'enfant constitue, après l'aveu, l'élément le plus concluant de la paternité; nous croyons aussi que la présomption qui en résulte ne peut nuire à l'institution du mariage, mais qu'au contraire l'autorisation de rechercher, dans ce cas, le père naturel, sera une arme puissante contre le concubinage ou l'union libre.

N'est-il pas évident, en effet, que le père prétendu 'préférer le plus souvent chercher, dans une union honorable, le moyen d'avoir des enfants légitimes que de continuer à n'avoir que des bâtards, qui seront la honte de ses relations irrégulières? Et s'il persiste à maintenir une situation que la loi ne peut favoriser, ne restera-t-il pas exposé aux sollicitations, aux reproches, aux menaces de celle qui partage ses hontes et de ses enfants qui en subissent les désastreux effets?

« Qui donc a le plus de droit à invoquer le respect du mariage, de celui qui réclame pour l'homme l'irresponsabilité dans l'union libre, c'est-à-dire du libertinage et le mépris de l'union légitime, ou de celui qui demande que là, comme ailleurs, il subisse les conséquences de sa faute, d'une faute dont le principal caractère est d'avoir manqué à la loi même du mariage pour satisfaire sa passion? Où est la meilleure sanction du principe qu'on veut défendre? » (2)

La section centrale s'est ralliée à ces considérations et, à l'unanimité, sauf une abstention, elle a adopté la rédaction suivante :

1° S'il y a aveu de la paternité résultant soit d'actes ou d'écrits quelconques émanés du père prétendu, soit de faits et circonstances dont la réunion caractérise la possession d'état, d'après l'article 321 du Code civil, *soit du concubinage notoire des père et mère à l'époque de la conception*.

Le mot concubinage semble plus exact que celui de cohabitation. Le mot *notoire* est emprunté au projet de loi français. L'époque de la conception est celle fixée par le Code civil entre le trois centième jour et le cent quatre-vingtième jour avant la naissance, au moment le plus favorable pour l'enfant. (Art. 314 et 315 du Code civil.)

Il est bien entendu que le concubinage n'est qu'une présomption qui peut

(1) Exposé des motifs, séance du 16 ventôse an XI.

(2) Préface, Pouzol, lettre de M. Béranger.

être renversée par la preuve contraire. De même que le Code civil allemand permet d'opposer l'*exceptio plurium*, on pourra aussi prouver, par exemple, que, pendant la période légale de la conception, la mère a eu commerce avec un autre individu que le prétendu père, ou qu'elle est d'une inconduite notoire. Cela résulte d'ailleurs du pouvoir attribué au juge par l'article 2.

B. Le n° 2 de l'article 1^{er} fait une règle de l'exception prévue par l'article 340 du Code civil et assimile à l'enlèvement quelques autres cas : l'arrestation, la détention et la séquestration arbitraires, le viol et l'attentat à la pudeur consommé sans violence sur la personne d'une fille de moins de 14 ans accomplis.

Laurent s'est borné à ajouter le viol à l'enlèvement. Les motifs qui ont fait étendre la présomption au cas de viol s'appliquent aussi à l'arrestation, la détention et la séquestration ; dans ces cas, il y a aussi enlèvement par violence. Tout au moins y a-t-il privation de la liberté de la personne. Et, pour le cas d'attentat à la pudeur consommé sans violence sur une fille de moins de 14 ans, le consentement ne peut être présumé.

A propos de cette dernière hypothèse, nous croyons que l'âge de 14 ans devra être fixé à 16 ans, et qu'il faudra viser d'autres personnes que les mineures, notamment celles qui avaient perdu l'usage de leurs sens au moment du crime ou du délit.

Mais ces points devront être réglés par une loi spéciale ; et c'est pour ce motif qu'il serait hautement désirable que les propositions sur la recherche de la paternité pussent être discutées en même temps que celles relatives à la protection de l'enfance.

Le numéro 2 de l'article premier exige, en outre, que le père prétendu ait été *condamné*. Si l'on suivait le système de M. Denis, ou même celui de Laurent qui admet l'enlèvement ou le viol, sans exiger la condamnation, le tribunal saisi de l'action en recherche devrait exiger, tout d'abord, la preuve des faits prévus par le numéro deux. Or, cette preuve ne pourrait se faire efficacement qu'au criminel, et il faudrait suspendre l'exercice de l'action civile jusqu'à ce qu'il ait été prononcé définitivement sur l'action publique, intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile (1).

C. Enfin, l'article premier n° 3 autorise la recherche de la paternité, lorsqu'il y a « séduction par promesse de mariage, abus d'autorité ou manœuvres frauduleuses ».

Mais la preuve testimoniale de ces circonstances n'est admise que s'il existe un commencement de preuve par écrit ou des présomptions résultant de faits dès lors constants.

Si on invoque une séduction qui ne serait accompagnée ni de promesse de mariage, ni d'abus d'autorité, ni de manœuvres frauduleuses, l'action ne peut être accueillie : il y aurait un véritable danger à admettre la séduction non qualifiée. Ainsi, il ne suffira pas que la jeune fille soit sous la dépendance du prétendu séducteur, qu'il y ait inégalité d'âge, de position, d'intel-

(1) Code de procédure pénale, article 4.

ligence (1), pour pouvoir induire de ces faits, même constants, qu'il y a eu séduction suffisante.

La définition du commencement de preuve par écrit, tirée du texte de la commission de revision, est reproduite dans les deux propositions en question; elle ne peut donner lieu à aucune difficulté d'interprétation. Mais, tandis que, dans la proposition Denis, il suffit, en toute hypothèse, d'un commencement de preuve par écrit ou d'un écrit, pour faire naître des présomptions assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale, dans la proposition Mabille, au contraire, le commencement de preuve par écrit n'est admis que dans les circonstances du numéro 3 de l'article, et comme condition essentielle de l'admission de la preuve testimoniale de ces circonstances.

ART. 2.

Les auteurs des deux propositions ont reproduit l'article 2 du projet de la commission de revision, adopté aussi par MM. Lejeune et Begerem.

Cet article est ainsi conçu : « Après avoir constaté l'existence des conditions auxquelles la recherche de la paternité est admissible, aux termes de l'article premier, le juge décide, suivant les circonstances de la cause, si l'enfant a pour père celui qu'il réclame. »

Il résulte de la combinaison de cet article avec l'article premier que ce n'est qu'après avoir constaté l'existence de l'un des cas de l'article premier, avec les conditions qui y sont prévues, que la recherche de la paternité sera admissible.

L'article 2 se sépare donc du texte de Laurent, qui propose d'admettre les aveux exprès ou tacites, comme faisant preuve complète de la filiation; de telle sorte que sur le vu d'écrits contenant aveu, le tribunal n'aurait plus qu'à constater la paternité (2).

M. Janssens se rallie, comme nous, au projet Van Berchem, basé, dit-il, sur le principe sage et prudent que l'action en déclaration de paternité ne pourra être exercée que lorsque le tribunal aura *préalablement* constaté l'existence de l'une des trois conditions exigées. C'est d'abord une garantie nécessaire que la faculté laissée au juge d'admettre ou non l'action en recherche de paternité. Il doit pouvoir apprécier les faits de possession d'état et leur caractère probant. Le prétendu père peut avoir rétracté ses aveux et il importe de lui laisser la possibilité de justifier cette rétractation en expliquant les circonstances dans lesquelles elle s'est produite (3).

L'article 2 des divers projets et propositions vise la preuve préalable, qui s'applique à chacun des cas de l'article premier. Mais, comme le dit l'article, le juge décidera, suivant les circonstances de la cause, si l'enfant a pour père celui qu'il réclame. C'est dire, plus exactement peut-être que ne le fait M. le Procureur général Janssens, que le tribunal saisi de l'action en

(1) Dijon, 4^{er} décembre 1868 (Dalloz, 1868, 2, 248).

(2) Avant-projet, tome II, p. 112 et suiv.

(3) Discours, p. 11.

recherche, *pourra* se baser sur ces circonstances pour admettre la demande *de plano*, sans exiger d'autres devoirs de preuve.

Art. 3 de la proposition de MM. Denis et Vandervelde.

Cet article introduit, dans les projets de loi antérieurement déposés, un principe auquel MM. Mabilie et consorts ne se rallient pas. Il s'agit de la recherche de la paternité des enfants adultérins et incestueux. MM. Denis et Vandervelde l'autorisent formellement, assimilant ainsi cette catégorie d'enfants à celle que l'on nomme « enfants naturels simples ».

A ceux qui se placent au point de vue exclusif de l'enfant, cette théorie peut paraître justifiée. Mais l'intérêt de l'enfant n'est pas le seul qui doive être pris en considération : le respect supérieur du mariage, base de la famille et de la société, s'oppose à ce que la loi donne une place dans la famille à l'enfant né de relations que nos codes, autant que la morale, ont flétries à juste titre.

Nous avons dit plus haut que l'admissibilité de la présomption, tirée du concubinage, peut avoir pour effet de pousser les concubins à régulariser leur situation et celle de leurs enfants, par le mariage. Il n'en est pas de même de ceux qui ont donné le jour à des enfants adultérins ou incestueux; leur union n'est pas possible. Un des buts principaux que nous cherchons à atteindre, en autorisant la recherche de la paternité, ne peut donc se réaliser ici.

Comment d'ailleurs concilier la proposition de MM. Denis et Vandervelde avec le principe de l'article 338 du Code civil, qui prohibe la reconnaissance *volontaire* des enfants adultérins et incestueux ?

Nos honorables collègues ne demandent pas l'abolition de cet article ; et quand bien même ils le feraient, ils devraient proposer la revision de plusieurs autres dispositions légales relatives au sort des enfants de la catégorie qu'ils visent. Ce serait étendre considérablement le cadre des projets et propositions dont la section centrale est saisie.

MM. Denis et Vandervelde devraient donc, pour aboutir juridiquement, suivre Laurent dont l'avant-projet consacre le principe de la reconnaissance volontaire aussi bien que de la reconnaissance forcée. Si non, l'adoption de leur proposition donnerait lieu à une anomalie, que les esprits les moins critiques ne manqueraient pas de mettre sur le compte de la distraction du législateur. Ils devraient aussi, avec Laurent, chercher à éviter un scandale et défendre, sous peine de nullité, à l'officier de l'Etat civil de recevoir et de constater les déclarations dont on pourrait induire que l'enfant est né d'un commerce adultérin ou incestueux (1).

Un des rares auteurs qui ont suivi sur ce point le système de Laurent, M. Amiable, justifie les articles 331 et suivants de l'avant-projet du savant professeur belge.

« Il convient, dit-il, de prohiber et de frapper de nullité la mention » cynique, et d'ailleurs inutile, par laquelle le déclarant voudrait afficher,

(1) *Avant-projet de révision du Code civil*, art. 331 et suivants.

» en quelque sorte, sa propre turpitude en indiquant l'inceste ou l'adultère
» commis par lui. *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans*. L'acte
» sera valable ; mais la honteuse mention sera réputée non écrite » (1).

Pareille disposition cadrerait assez bien avec celle de l'article 335 du Code civil, qui défend à l'officier de l'État civil d'insérer dans les actes qu'il recevra, soit par note, soit par énonciation quelconque, autre chose que ce qui doit être déclaré par les comparants. Mais elle semble inefficace et trahit l'embarras de ses auteurs qui, tout en autorisant la reconnaissance et la recherche de la paternité et de la maternité adultérine ou incestueuse, s'efforcent d'en effacer ou atténuer l'effet scandaleux.

Si la simple mention de ces filiations est honteuse, la constatation du fait lui-même l'est bien plus encore ; et, que cette constatation résulte d'un jugement ou d'un acte de l'État civil, elle produirait le même effet. Ce serait, en quelque sorte, consacrer des unions réprouvées par la nature, par nos mœurs et par le droit positif de tous les peuples civilisés.

Ces considérations sont justes, sans conteste, pour la reconnaissance de la filiation incestueuse. Quant à l'enfant, fruit d'une union monstrueuse, martyr d'une loi physique implacable, ne vaut-il pas mieux pour lui qu'il ignore à jamais son origine, et passe pour enfant naturel simple dans la société actuelle, devenue plus clémente si non plus juste, envers les enfants de cette catégorie ?

Sans doute les mêmes inconvénients ne se présentent pas pour la reconnaissance de l'enfant adultérin. Mais peut-on nier que cette reconnaissance jetterait le trouble dans les familles, encouragerait l'immoralité et amènerait fatalement, dans notre législation, un nouveau cas de rupture du lien conjugal ? Nous croyons d'ailleurs que l'enfant adultérin n'a aucun intérêt à être l'enfant d'un père et d'une mère que le mariage ne pourra jamais unir. Proscrit par la famille à laquelle le sang l'unit, il serait l'opprobre d'une société dont les lois aussi bien que les mœurs ont condamné l'adultère.

La section centrale a rejeté, par cinq voix contre une, la proposition de MM. Denis et Vandervelde.

Il est bien entendu, que les enfants dont nous venons de parler appartiennent à la catégorie des enfants incestueux nés de personnes entre lesquelles le mariage ne peut avoir lieu, pour cause de parenté ou d'alliance en ligne directe, ou pour cause de parenté en ligne collatérale au dixième degré.

Les articles 335 et 342 du Code civil prohibent la reconnaissance volontaire et forcée de tous les enfants incestueux, même de ceux issus de parents dont le mariage peut être ultérieurement autorisé moyennant dispenses. Cette rigueur nous paraît excessive et, dans la généralité des cas, contraire à la saine raison. La nature non plus ne pousse ses exigences jusque-là.

Le cas le moins favorable est celui du mariage entre oncle et nièce, ou entre tante et neveu. Dans ce cas heureusement exceptionnel, le droit cano-

(1) *De la preuve de la paternité hors mariage*, p. 163.

nique et notre droit civil ont toujours admis le mariage moyennant dispenses.

Le mariage pouvant être autorisé, il est rationnel tout au moins que la reconnaissance et la recherche de la paternité puissent l'être également.

Nous proposons donc de revenir à l'article 3 du projet de la Commission de revision, reproduit par MM. Lejeune et Begerem, et de dire :

« Ne sont pas admis à la recherche de la paternité :

» 1° Les enfants nés de personnes dont l'une était, à l'époque de la conception, unie par le mariage avec une autre personne; 2° les enfants nés de personnes entre lesquelles le mariage est interdit, pour cause de parenté ou d'alliance en ligne directe, ou pour cause de parenté en ligne collatérale au deuxième degré. »

La section centrale a adopté, à l'unanimité, la modification au Code civil qui résulte de cette disposition.

Recherche de la maternité.

La proposition de M. Mabille et consorts vise aussi la recherche de la maternité, admise déjà en principe par l'article 341 du Code civil.

« Cet article, disent-ils, admet la preuve par témoins, appuyée d'un commencement de preuve par écrit; il y a lieu de décider que la preuve de la maternité pourra, elle aussi, résulter de la possession d'état. »

Nos honorables collègues proposent donc d'ajouter à la preuve par écrit, prévue par l'article 341, « les présomptions ou indices résultant de faits, dès lors constants et assez graves pour déterminer l'admission ».

On peut soutenir que cette disposition rend inutile le troisième paragraphe de leur article, qui vise la possession d'état.

Il est évident, en effet, que les présomptions ou indices graves du paragraphe 2 comprennent la possession d'état d'enfant naturel.

La majorité de la section centrale est pourtant d'avis qu'il y a lieu de maintenir le paragraphe 4. Elle estime qu'il importe de mettre la recherche de la maternité en harmonie avec la recherche de la paternité.

Imprescriptibilité de l'action.

L'attention de la section centrale a été appelée sur l'article des propositions de loi, relatif à l'imprescriptibilité de l'action en réclamation d'enfant naturel. Faut-il — en ce qui concerne l'enfant, bien entendu — rendre l'action imprescriptible ?

D'aucuns pensent qu'il peut être dangereux d'accorder à l'enfant, longtemps après sa majorité et après la mort de son père ou de sa mère, l'action en recherche de la paternité ou de la maternité. Ces dangers nous paraissent plus imaginaires que réels. Quoi qu'il en puisse être, la section centrale est d'avis qu'il ne faut pas déroger au droit commun en cette matière : or, aux termes de l'article 328, l'action en réclamation d'état est imprescriptible

à l'égard de l'enfant. Quant aux héritiers de l'enfant, nous nous rallions à la manière de voir des auteurs des différentes propositions, qui proposent de rendre applicables à la recherche de la paternité et de la maternité les articles 329 et 350 du Code civil, relatifs à la filiation des enfants légitimes.

Nom de l'enfant.

L'article 14 du projet de la Commission de revision du Code civil, inséré dans les projets de MM. Lejeune et Begerem et dans la proposition de loi de MM. Denis et Vandervelde, a disparu dans la proposition de MM. Mabilie et consorts.

Cette omission est volontaire et nous la croyons fondée.

En disposant que « l'enfant prend le nom du père auquel il a été déclaré » appartenir, » le législateur trancherait une question soulevée, par la doctrine et la jurisprudence administrative, au sujet du nom de famille à donner à l'enfant.

Dans la pratique, le nom de famille n'est pas ajouté aux prénoms donnés à l'enfant. Il ne doit pas être ajouté, disent MM. Wouters et Roland, car ce n'est pas de l'acte de naissance, mais bien de la loi, que résulte pour l'enfant le droit de porter un nom patronymique; ce nom dépend de celui du père ou de la mère(1).

Cette opinion est conforme à l'article 57 du Code civil, qui énumère les énonciations que doit contenir l'acte de l'état civil. Or, le nom patronymique ne figure pas parmi ces énonciations. C'est donc abusivement que, dans certaines communes, l'officier de l'État civil donne à l'enfant naturel dans son acte de naissance, le nom du père ou de la mère qui le reconnaît (2).

Cette mention n'étant légale ni pour l'enfant légitime, ni pour l'enfant naturel reconnu volontairement, il serait irrationnel et peu juridique de décider, dans une loi spéciale, que l'enfant reconnu judiciairement prendra le nom du père auquel il a été déclaré appartenir.

La section centrale a approuvé, à l'unanimité, la suppression proposée par MM. Mabilie et consorts.

Entretien de l'enfant.

MM. Mabilie et consorts ne reproduisent pas les dispositions des projets primitifs, relatives à la nourriture, à l'entretien et à l'éducation de l'enfant naturel reconnu en justice. Ils donnent, dans les *développements* de leur proposition, les raisons juridiques de la suppression de l'article 12 du projet Lejeune.

(1) WOUTERS et ROLAND, *Guide pratique de l'officier de l'état civil de Belgique*, n° 379 édition 1897.

(2) Cet abus a été signalé par M. le Gouverneur du Brabant, le 7 novembre 1902, à M. le Ministre de la Justice, qui a adressé les observations de M. Vergote aux officiers de l'état civil du royaume.

« On comprend, disent-ils, que de telles dispositions aient dû figurer dans » le projet de refonte générale du Code qu'élabora la commission de revision : elles devaient être écrites dans la section consacrée à la filiation » naturelle. Mais elles paraissent moins à leur place dans une réforme dont » l'objet est limité à la modification des articles 340 et 341. Les droits de » l'enfant naturel sont les mêmes en cas de reconnaissance volontaire et en » cas de reconnaissance forcée. Il est donc peu méthodique de spécifier, » comme effets de la déclaration de la paternité et de la maternité par les » tribunaux, ce que la jurisprudence, fidèle interprète de la doctrine du » Code civil, considère déjà aujourd'hui comme les conséquences juridiques » de la reconnaissance en général. »

Ces observations sont justes, surtout en ce qui concerne la nourriture, l'entretien et l'éducation : la jurisprudence et la doctrine ont réglé ce point. Mais le projet Lejeune, reproduisant celui de la commission de revision, règle en outre la question de la pension ou dette alimentaire entre parents naturels, en y appliquant les articles 203 à 211 du Code civil. La doctrine et la jurisprudence sont incapables de trancher ces points, qui méritent d'être réglés, mais qui ne peuvent l'être que dans un ensemble de dispositions concernant la filiation naturelle. Or, comme le font justement observer MM. Mabillet et consorts, la réforme que la section centrale a eu à examiner est limitée à la modification des articles 340 et 341. Il importe de s'en écarter le moins possible.

La section centrale a adopté ces motifs. Elle a en outre rejeté par cinq voix contre une la disposition, proposée par MM. Denis et Vandervelde, en vertu de laquelle l'entretien de l'enfant incomberait au père avant la mère et les parents de celle-ci.

Cette disposition est empruntée au Code civil de l'Empire allemand ; mais il s'agit, dans l'article 1709 de ce Code, de l'action alimentaire intentée contre celui qui est réputé père de l'enfant, et nous savons que l'enfant entre dans la famille de sa mère comme s'il était légitime. On comprend que dans ce système la législation allemande soit plus indulgente vis-à-vis de la mère que vis-à-vis du père. Nous croyons toutefois qu'il appartient, non au législateur, mais au juge de fixer la part de responsabilité du père et de la mère, dans l'hypothèse où l'enfant serait reconnu ou tenu pour reconnu par le père et par la mère. L'article 230 du Code civil, qui dispose que les époux contractent ensemble, par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants, trouverait plus justement son application ici. Il est vrai que, dans notre hypothèse, le mariage ne pourrait servir de base à l'obligation de l'entretien ; mais, sauf dans certains cas exceptionnels, la faute étant commune, l'obligation de la réparer devrait l'être aussi.

Quoi qu'il en soit, la proposition ne paraît pas admissible, en présence des considérations développées par MM. Mabillet et consorts, auxquelles la section s'est ralliée. Celle-ci a écarté la proposition Denis et Vandervelde par 5 voix contre 1.

Enfin, la proposition de MM. Denis et Vandervelde soulève une dernière question, dont la solution affirmative s'écarterait des projets et propositions

que nous avons examinés. Les honorables membres proposent que, pour les enfants dont la filiation n'a pu être constatée, la charge de l'entretien incombe à l'Etat.

S'agit-il d'enfants adultérins ou incestueux dont la filiation résulte d'un acte judiciaire ou de l'aveu de leurs parents, la dette alimentaire existe. Quant à tous les autres enfants illégitimes, sans doute les pouvoirs publics auront souvent à intervenir; mais faut-il ériger cette intervention en principe ?

« La législation, dit M. Pouzol, en consacrant le principe même de la recherche de la paternité, en réveillant chez l'homme le sentiment de la responsabilité, donne satisfaction à toutes les nécessités sociales; c'est aller à rencontre du but poursuivi, c'est venir au secours de ceux à qui la vie de famille et le ménage apparaissent une charge que de leur laisser croire que l'Etat, sous quelque prétexte que ce soit, pourrait se substituer à eux. »

Nous faisons nôtres ces considérations qui nous paraissent absolument justes. Ce n'est d'ailleurs pas le moment de s'occuper du sort des enfants dont la filiation n'a pu être constatée. La catégorie d'enfants, dont s'occupent MM. Denis et Vandervelde, se placera sans doute parmi ceux qui sont abandonnés. L'article qu'ils proposent semble d'ailleurs n'exprimer que le vœu de voir le législateur s'en occuper. Nous pouvons nous rallier à ce vœu, sans l'écrire dans la loi.

Les mesures à prendre pour assurer la protection et l'assistance des enfants dont la filiation n'aura pu être établie, et qui se trouveraient dans l'indigence, trouveront mieux leur place dans les projets ou propositions de lois relatifs à la protection de l'enfance.

Domages et intérêts alloués à la fille rendue mère.

Les projets et propositions relatives à la recherche de la paternité, que nous avons examinés, sont muets sur la question de savoir s'il y a lieu d'accorder à la femme une action en dommages-intérêts, dans le cas où la recherche de la paternité est admise.

La doctrine, consacrée par la jurisprudence, admet que si la paternité est avouée et s'il y a un engagement pris en faveur de la femme et des enfants, il y a lieu d'accorder des dommages-intérêts.

Laurent propose d'introduire ce système dans la loi (1). Les auteurs de nos propositions, pas plus que la commission de revision, n'accordent ce droit à la femme. M. Van Berchem le repousse, en même temps que tous les projets qui accordent à la femme une action en dommages-intérêts en dehors d'une faute imputable à l'homme. Toute réparation lui est refusée si elle n'a cédé qu'à l'empire des sens et du cœur, si, en un mot, elle s'est volontairement livrée (2).

(1) Avant-projet, art. 320.

(2) Rapport, p. 452.

Le silence de MM. Mabilie et consorts, Denis et Vandervelde, semble indiquer qu'ils se rallient au système de la commission de revision du code civil. Quoi qu'il en soit, la section centrale estime qu'il y a lieu de se référer ici au droit commun : s'il y a engagement contracté, la convention tiendra lieu de loi aux parties; s'il y a fraude ou faute, l'article 1382 sera applicable. Les projets et propositions visent l'action intentée par l'enfant ou pour l'enfant; il n'y a lieu de s'occuper ici que des intérêts légitimes de l'enfant.

Quant aux autres dispositions de la proposition Mabilie et consorts, la section centrale s'y rallie. Elles reproduisent, en partie, les articles du projet de la commission de revision repris par MM. Lejeune et Begerem; elles prévoient, d'autre part, certaines mesures en vue de faciliter, en fait, l'intentement de l'action; enfin, elles règlent la procédure à suivre dans la recherche de la paternité et de la maternité.

Nous avons eu l'honneur d'être appelé à faire trois rapports sur les projets Lejeune et Begerem réglant la protection de l'enfance. Une proposition de M. Denis a été déposée le 16 décembre 1904. « La plupart de ses dispositions, disent *les développements*, se rattachent au rapport de M. Colaert et aux amendements de la section centrale de 1897. » Ce rapport pourrait être reproduit, *mutatis mutandis*, et servir de base à la discussion et à la solution d'une question qui est toujours à l'ordre du jour de l'opinion publique, quoiqu'elle ait disparu de celui de la Chambre.

Puisse le Parlement trouver le temps d'aborder enfin l'examen public d'une œuvre qui est sur le métier depuis plus de seize ans, et que M. Denis appelle justement *une œuvre de protection sociale* !

Le Rapporteur,

R. COLAERT.

Le Président,

E. NERINCX.



NOTE DE MINORITÉ

Les enfants adultérins et incestueux.

Au moment où l'on est unanime à faire fléchir la rigueur de l'article 340 dont un savant jurisconsulte, M. Galopin, a dit qu'il est le plus détestable du Code civil, il semble qu'écarter une classe de victimes de la passion, de la luxure et de la trahison, ce soit donner une confirmation cruelle à l'injustice qui les accable, et comme les rejeter, avec la stigmatisation d'une éternelle honte, dans l'abîme de la filialité et de la paternité innommées ; notre proposition s'élève contre le renouvellement de cette iniquité de la loi. Nous savons bien que l'on invoque, pour maintenir cette exception, les considérations morales les plus graves, mais c'est aussi aux prescriptions de la morale que nous faisons appel pour l'écarter.

« L'adultère et l'inceste, dit dans un discours récent un magistrat éminent, M. le procureur général Janssens, sont justement flétris, et le devoir du législateur placé au centre de la Nation, parce que son œuvre doit réfléchir les besoins, l'esprit et les opinions de tous, n'est pas de réagir contre les idées que les nécessités de la morale et l'intérêt de la société ne justifient que trop, en tentant de réhabiliter, tout au moins en permettant de reconnaître en justice, par une sorte de consécration légale, ceux qui sont issus de telles relations. » C'est donc aux nécessités de la morale, à la nécessité de sauvegarder l'institution du mariage que l'on entend se rattacher ; on retrouve dans ce langage l'inspiration qui anima le tribun Lahary dans son rapport : « La naissance d'un enfant, fruit de l'inceste ou de l'adultère, disait-il, est une vraie calamité pour les mœurs. Loin de conserver aucune trace de son existence, il serait à désirer qu'on pût en éteindre jusqu'au souvenir. C'est dans cette vue et dans cette intention qu'est conçu l'article. Flétrir ainsi la violation du saint nœud du mariage, c'est l'honorer de la manière la plus utile. Y aurait-il rien de plus immoral et de plus contraire aux convenances sociales, que d'assurer la protection de la loi à cet enfant monstrueux qui, pour quelques aliments qu'il peut se procurer d'ailleurs, accuserait les auteurs de ses jours de lui avoir donné naissance par un crime ? » (1).

Il faut, dans un tel débat, s'inspirer avant tout des témoignages les plus purs et les plus élevés : « Je ne puis admettre, a dit une femme vénérée, rapporteur au Congrès féministe, qu'un homme marié parce que marié, échappe à la responsabilité de ses actes. Ce serait vraiment trop commode. La loi couvrirait ainsi, de sa protection tutélaire, tous les hommes mariés qui seraient assez lâches et assez misérables pour trahir deux femmes à la fois : l'épouse légitime et la femme d'occasion, et ils pourraient en toute sécurité

(1) Locné, VI, p. 264-269.

porter la honte et la désolation dans toutes les familles. Non, cela n'est pas possible au point de vue de la morale surtout » (1).

Qu'ajouter à ce langage de la conscience la plus chaste, la plus pure ? Notre proposition tend à assurer au principe de la responsabilité humaine toutes ses applications possibles, à en dégager toutes les conséquences légitimes, et elle ne peut s'arrêter là précisément où son application revêt le caractère le plus grave, puisqu'elle s'attache nécessairement à une double violation de la loi morale ; elle ne peut concevoir l'impunité illimitée, là où éclate la responsabilité la plus étendue ; notre proposition tend à consolider l'institution auguste du mariage par la crainte de cette responsabilité et de toutes ses suites, et nous ne pouvons admettre qu'on associe à la conception juridique du plus sacré des liens, un véritable droit d'asile pour les plus odieuses violations de ce lien.

On nous dit que la recherche ici ne peut aboutir au mariage, et que c'est là ce qui rend la demande condamnable ; mais c'est là, au contraire, une circonstance de plus qui aggrave la responsabilité de l'auteur d'un mal sans remède, d'une situation sans issue, et la sévérité du législateur concourra plus encore, sans doute, à ouvrir les yeux à ceux qui seront tentés de céder à de coupables passions.

La consécration légale que l'on repousse est celle des conséquences naturelles d'un acte, et non pas celle de l'acte lui-même, qui est flétri, par cela même que la loi lui impose ses suites naturelles. Quant à l'enfant même, victime infortunée, la loi n'a pas à le réhabiliter, parce qu'il n'est pas coupable ; elle a à le protéger contre le coupable ; et comme l'a dit encore Amiable, répondant à Lahary, « ce n'est pas l'enfant privé d'aliments qui est *monstrueux*, c'est le père qui les lui refuse, c'est le législateur qui se prête complaisamment à une pareille infamie. Et quelle est l'hypothèse où se place ce législateur monstrueux ? C'est précisément celle qui s'est présentée à plusieurs reprises devant les tribunaux, devant lesquels on a vu des juges allouer des dommages-intérêts à la fille séduite et rendue mère par un homme marié » (2).

Quant à la crainte du scandale invoquée contre la recherche de la filiation adultérine ou incestueuse, Fr. Laurent et Amiable ont éloquemment répondu à ceux qui l'invoquent (3). La loi en autorisant le mari à désavouer l'enfant de sa femme, en consacrant l'action en divorce pour cause d'adultère, en accordant à quiconque y a intérêt l'action en nullité de mariage du chef des articles 161 et 162 du Code civil, la loi n'a pas reculé devant le scandale d'une constatation légale de l'adultère, de la bigamie, de l'inceste. Dans chacun de ces cas, la filiation adultérine ou incestueuse peut être établie en justice ; comment alors soutenir, comme le font les auteurs du Projet de revision de Code civil, que la morale publique et l'intérêt social trouvent une

(1) M^{me} H. DENIS. *Rapport au Congrès féministe de Gand*

(2) AMIALE, *La paternité hors mariage*, p. 162.

(3) *Ibid.*, p. 162. F. LAURENT, avant-projet II, p. 144.

(4) Documents de la Chambre, 16 novembre 1894, n° 12, p. 584.

de leurs principales garanties, une de leurs sanctions les plus efficaces, dans la défense de reconnaître et de rechercher la filiation des enfants issus de l'adultère et de l'inceste? Il faut étrangement se tromper sur la signification des termes, pour voir une *sanction morale* dans une interdiction, qui consiste exclusivement à soustraire un double attentat contre la morale et l'humanité, à toute sanction quelconque. Et quant aux garanties, c'est une étrange manière de défendre le mariage contre les assauts de l'adultère, et de l'honorer, que de faire, suivant une belle expression de Viviani, de la famille trahie un bouclier contre l'action de l'enfant abandonné. Il faut, au contraire, dégager la dignité du mariage de toute cette promiscuité honteuse.

On a fait à Laurent, qui eut en 1883, la noble audace d'affronter le premier en Belgique ce redoutable problème, et à ses précurseurs, le reproche de s'être écartés *violemment* de la législation de la plupart des pays; Laurent, en puissant logicien qu'il fut, a cédé sans doute à une révolte de sa conscience, mais tout l'article 340 en a été l'objet autant que l'interdiction de l'article 33. L'accumulation des abus et la tardivité des réformes provoquent ces réactions radicales qui ne sont que de la justice accumulée. D'ailleurs, les principaux précurseurs de Laurent, Accollas (en 1865), Baret (en 1872) ont, comme lui, embrassé dans leurs travaux la question tout entière de la recherche de la paternité.

Il faut avoir le courage de sonder les plaies les plus hideuses. Durkheim a exposé la genèse, déjà extrêmement lointaine dans le passé de l'humanité, de la prohibition de l'inceste, *l'un des principes de notre morale qui se sont le plus fortement invétérés en nous* (1). Eh bien, ce que des milliers d'années ont fixé dans la conscience moderne, les conditions économiques et sociales, au sein des civilisations les plus avancées, aujourd'hui même, à côté de nous, tendent sans relâche, dans certains milieux, à l'effacer. Dans l'une des sections de la ville de Bruxelles, présentant 904 ménages ouvriers, la scrupuleuse enquête poursuivie de 1903 à 1905 par le Comité de patronage de Bruxelles signale 427 de ces ménages où « filles et garçons, adolescents ou adultes, logent forcément dans l'unique chambre dont ils disposent, le plus souvent en un même lit et en des couchettes juxtaposées. Cette promiscuité intense, suivie de la plus déplorable immoralité, provoque des rapports incestueux, d'ailleurs constatés par l'enquête. Elle a révélé des commerces infâmes existant entre frère et sœur, père et fille et même entre mère et fils (2). »

Le problème social ne peut se révéler sous un jour plus terrible. Ces faits étaient déjà signalés plus de dix ans auparavant dans la première et si remarquable enquête de MM. Lagasse et De Queker.

Les conditions de promiscuité font redouter ailleurs encore les mêmes attentats à la morale (3).

(1) DURKHEIM, *La prohibition de l'inceste*. (*Année sociologique*, I, p. 57.)

(2) *Enquête sur les habitations ouvrières*, I, 6^e section; rapport de M. Hellemans, p. 19.

(3) Voyez le rapport de M. Mahaim sur les habitations ouvrières à Liège, 1897, p. 45.

N'est-ce pas ici le lieu de rappeler ce mot terrible de Quetelet signalant la constance du crime dans nos sociétés modernes : la société arme le bras du criminel. Que la société laisse subsister un ensemble de conditions sociales telles qu'il en résulte, dans certaines conditions morales données, la filiation incestueuse, comment niera-t-elle la part de responsabilité qui pèse sur elle ? Et cette même société, invoquant les nécessités de la morale qu'elle livre aux plus hideuses atteintes, son propre intérêt qu'elle méconnaît, s'opposerait encore à la constatation légale d'une filiation qu'elle laisse s'accomplir, c'est-à-dire que d'un trait elle effacerait à la fois sa propre responsabilité et la responsabilité des individus. N'est-il pas évident qu'elle a au contraire un double devoir : celui de faire disparaître les causes générales de ce mal hideux, c'est sa part de responsabilité, et de sanctionner, dans les cas qui subsistent, la responsabilité des individus et le droit des victimes.

L'honorable rapporteur nous oppose une fin de non-recevoir, dérivant de ce que la proposition doit être complétée par des dispositions légales, relatives à la reconnaissance des enfants adultérins et incestueux, et à la prohibition de la mention d'une filiation infamante. Qui peut douter que nous n'adoptions ici sans hésiter les articles proposés par Laurent et Amiable ?

Si nous ne les mentionnons pas ici, c'est que l'objet réel des propositions de loi, c'est *l'action en déclaration de paternité* et non la reconnaissance. Rien ne sera plus simple, une fois l'action adoptée, que la révision des dispositions sur la reconnaissance.

Mais j'avoue qu'après avoir sondé ces plaies affreuses de notre civilisation, j'éprouverais de la douleur et de la honte à voir le législateur, organe suprême d'une société qui n'a pas fait son devoir, s'abriter derrière une procédure qui le dispense d'une affirmation de la conscience.

Quant à ajouter que si la simple mention de *la filiation est ici honteuse*, la constatation du fait l'est plus encore, que cette constatation résulte d'un jugement ou d'un acte de reconnaissance, l'honorable rapporteur prouve trop ; il oublie de demander la suppression des articles sur la nullité du mariage, et le désaveu de paternité qui peuvent aboutir à constater l'inceste ; il oublie que la loi assure des aliments à ces infortunés. Est-ce que le législateur n'a inscrit cette disposition que pour la rendre illusoire et mensongère ? (1)

Cependant ceux-là mêmes qui maintiennent la barrière entre les enfants naturels et les enfants incestueux et adultérins, reconnaissent de plus en plus l'impérieuse nécessité de leur assurer au moins les secours nécessaires à la vie, de donner par là satisfaction aux sentiments de pitié et d'humanité. Déjà, je viens de le rappeler, le Code civil accorde des aliments à ces enfants

(1) Voici les dispositions de Laurent que nous adoptons évidemment dès à présent :

Art. 551. La maternité de l'enfant est prouvée par l'acte de naissance où la mère est indiquée. Mais il est défendu, sous peine de nullité, à l'officier, de recevoir et de constater les déclarations dont on pourrait induire que l'enfant est né d'un commerce adultérin ou incestueux.

Art. 555. L'enfant peut être reconnu, mais il est défendu, sous peine de nullité, de faire dans l'acte de reconnaissance une mention quelconque d'où l'on pourrait induire qu'il est né d'un commerce adultérin ou incestueux.

infortunés, mais dans quels cas? Dans les cas exceptionnels où la filiation de l'enfant est constatée indépendamment d'une recherche ou d'une reconnaissance, que la loi interdit d'une manière absolue. C'est là que Laurent, avec son inflexible dialectique, a montré la contradiction du législateur, qui proclame un droit, et en rend l'exercice à peu près complètement illusoire. C'est là aussi que se déroule toute la chaîne de ses idées : si l'enfant adultérin ou incestueux a des droits, non seulement aux aliments mais à l'éducation, n'est-il pas nécessaire que son état soit constaté légalement, et pour qu'il le soit, la recherche de la paternité et de la maternité ne doit-elle pas lui être accordée ?

Les auteurs du projet de révision du Code se sont débattus dans les contradictions de la loi civile ; et l'article 46 de leur œuvre auquel ils ont abouti (1), et auquel se rapporte encore M. le procureur général Janssens, traduit leur pensée humanitaire.

Mais il est trop manifeste que leur œuvre n'est qu'une solution fragmentaire ; ils n'admettent le droit aux *aliments*, (car c'est à cet objet qu'ils s'arrêtent), que lorsque la filiation est établie par un jugement, ou par un aveu dans un acte authentique. Ils repoussent même l'acte sous seing privé admis par la loi italienne, à laquelle ils font le reproche d'*aller déjà trop loin*. Il paraît évident qu'il n'y a même pas là une solution provisoire ou subsidiaire du problème. Comment, d'ailleurs, subordonner moralement, *à priori*, ce droit imprescriptible de l'enfant aux aliments, à la volonté de celui qui l'a fait naître ?

Des esprits préoccupés de l'aspect social du problème, autant que de son aspect légal, ont cherché dans une différenciation juridique qui forme l'essence du droit germanique, la condition d'une solution du problème de la recherche de la paternité, qui puisse atteindre le plus haut degré de généralité, et donner par là, dans les cas qui nous occupent, au moins une satisfaction à l'humanité. Tel M. Ed. Vandersmissen dans son étude courageuse sur la *Recherche de la paternité*.

Il a distingué la paternité *réputée*, de la paternité *déclarée*, attachant à celle-là le droit aux aliments, à celle-ci tous les droits attribués par le Code civil à la reconnaissance de l'enfant naturel ; faisant dépendre la consécration de la paternité réputée du fait de la cohabitation constatée, et soumettant la recherche proprement dite de la paternité aux conditions limitées, auxquelles MM. Mabilie et consorts ont soumis eux-mêmes cette recherche.

M. Vandersmissen introduit, avec nous, dans sa proposition les dispositions de la loi allemande, que nous avons adoptées nous-mêmes, et qui tendent à déterminer, en détail, et de la façon la plus équitable et la plus pratique, non seulement les droits de la mère naturelle, mais encore le mode de prestation des obligations du père. C'est là qu'il cherche la mesure des obligations du père *réputé*.

Tel est bien l'esprit de la législation germanique.

« Le Code civil allemand, a dit l'auteur d'un remarquable ouvrage sur la

(1) *Doc. parl.*, n° 12, p. 421.

Condition juridique des enfants naturels dans le Code civil allemand, M. A. Roux, ne divise pas les enfants illégitimes en différentes classes. Plus de ces distinctions introduites par le droit romain, et reprises par quelques *Particularrechte* entre les enfants naturels simples, incestueux ou adultérins. Le principe de notre Code civil français, d'après lequel *la manifestation d'un désordre caché n'est jamais, pour l'intérêt social, compensé par la réparation d'un dommage individuel*, n'a pas semblé décisif au législateur allemand. Ni au point de vue de la morale, ni au point de vue du droit, il n'a cru utile de frapper des rigueurs de la loi cette catégorie d'enfants naturels, qu'il traite sur le pied de l'égalité avec les enfants naturels simples. Sans doute les droits de la famille légitime sont respectables, aux yeux des rédacteurs de l'Exposé des motifs, mais ceux de l'enfant, quelle que soit son origine, ne le sont pas moins à leur avis » (1).

L'Allemagne, qui consacre ces principes inspirés de l'humanité, a-t-elle donc moins souci que le reste de l'Europe, de la dignité du mariage et de la stabilité de la famille? Elle a souci du sort des victimes, elle a souci de la responsabilité de leurs auteurs, elle a souci de la responsabilité sociale même.

La Section centrale a, dans ses conclusions, admis la *cohabitation* justifiée comme propre à établir la paternité; elle a, par là même, effacé la différenciation des conditions qui séparent la paternité *réputée* de la paternité *effectivement déclarée*, dans le système de M. Vandersmissen.

Nous sommes ainsi revenus irrésistiblement au principe qui domine dans l'œuvre réformatrice de Laurent.

C'est, dans cet état de la question que reparait donc ici la recherche de la paternité des enfants adultérins et incestueux. Si leur assimilation aux autres enfants naturels rencontrait en ce moment des résistances invincibles, et que cependant on reconnût, avec nous, que la justice et l'humanité commandent de faire une réalité des droits presque purement hypothétiques aux aliments, que le Code consacre, en y ajoutant le droit imprescriptible à l'éducation, ne serait-il pas possible de rallier tous les esprits à une solution qui, réservant tout le surplus du problème, et autorisant les enfants adultérins et incestueux à rechercher leur père et leur mère, dans les mêmes cas que les autres enfants naturels, limiterait leurs droits à ceux que la proposition de M. Vandersmissen assure aux enfants dans les cas de la paternité réputée? Dans ce cas, il suffirait d'ajouter à notre proposition :

« L'enfant adultérin ou incestueux n'a d'autres droits à l'égard de son père que ceux qui dérivent des articles 14 à 16 de la présente proposition. »

C'est là ce que nous proposons en ordre subsidiaire.

Si j'ai mis de la passion à défendre ces victimes de la corruption sociale, c'est que le dépôt de notre proposition de loi a fait de moi le confident de

(1) A. Roux. *Conditions juridiques des enfants naturels*, p. 8.

quelques drames atroces. J'ai entendu des mères, plongées dans un deuil éternel, me raconter la séduction, la honte de leurs filles, leur maternité sans joie, la vie sans sourires de leurs enfants, se dissimulant dans l'opprobre et dans la misère, alors que les séducteurs, promenant leur sécurité à travers la considération publique, enchainent à leur destinée, à leur impunité, la dignité et la sublimité du mariage.

H. DENIS.



Proposition de loi de MM. Mabillet et Consorts, amendée par la Section centrale

ARTICLE PREMIER.

La recherche de la paternité est autorisée dans les cas suivants :

1° S'il y a aveu de la paternité résultant soit d'actes ou d'écrits quelconques émanés du père prétendu, soit de faits et circonstances dont la réunion caractérise la possession d'état, d'après l'article 321 du Code civil; soit du concubinage notoire des père et mère à l'époque de la conception ;

2° Si le père prétendu a été condamné du chef d'enlèvement, du chef d'arrestation, de détention ou de séquestration arbitraires, du chef de viol, ou même du chef d'attentat à la pudeur consommé sans violence sur la personne d'une fille de moins de 14 ans accomplis, lorsque l'époque de ces infractions se rapporte à celle de la conception ;

3° S'il y a eu séduction par promesse de mariage, abus d'autorité ou manœuvres frauduleuses, pourvu qu'il existe un commencement de preuve par écrit de la promesse de mariage, de l'abus d'autorité ou des manœuvres frauduleuses, ou que des présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants soient assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale de ces diverses circonstances.

Le commencement de preuve par écrit résulte de tous actes, écrits, papiers ou lettres émanés d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

Wetsvoorstel uitgaande van de heeren Mabillet en medeleden, gewijzigd door de Middenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

Het onderzoek naar het vaderschap is toegelaten in de navolgende gevallen :

1° Wanneer er is erkenning van het vaderschap, voortvloeiende hetzij uit akten of geschriften van welken aard ook, afkomstig van den onderstelden vader, hetzij uit feiten en omstandigheden die, in onderling verband, het bezit van staat kenmerken volgens artikel 321 van het Burgerlijk Wetboek; hetzij uit het bekend, niet gewettigd samenwonen van vader en moeder op het tijdstip der bevruchting ;

2° Wanneer de onderstelde vader is veroordeeld wegens schaking, wegens willekeurige aanhouding, hechtenis of opsluiting, wegens verkrachting of zelfs wegens aanslag op de eerbaarheid, zonder geweld bedreven op den persoon van een meisje beneden den leeftijd van 14 jaren, indien het tijdstip, waarop die misdrijven werden begaan, overeenstemt met dat der bevruchting ;

3° Wanneer er is geweest verleiding door huwelijksbelofte, misbruik van gezag of bedrieglijke handelingen en er aanwezig is een begin van schriftelijk bewijs van de huwelijksbelofte, van het misbruik van gezag of van de bedrieglijke handelingen, of vermoedens of aanwijzingen, voortvloeiende uit reeds vaststaande feiten, genoegzaam zwaarwichtig zijn om het bewijs van deze verschillende omstandigheden door getuigen toe te laten.

Het begin van bewijs bij geschrifte vloeit voort uit alle akten, geschriften, papieren of brieven, afkomstig van eene partij die bij het geschil is betrokken of die, nog in leven zijnde, daarbij belang zou hebben.

Art. 1bis. — Ne sont pas admis à la recherche de la paternité : 1° les enfants nés de personnes dont l'une était, à l'époque de la conception, unie par le mariage avec une autre personne ; 2° les enfants nés de personnes entre lesquelles le mariage est interdit, pour cause de parenté ou d'alliance en ligne droite, ou par cause de parenté en ligne collatérale au deuxième degré.

ART. 2.

Après avoir constaté l'existence des conditions auxquelles la recherche de la paternité est admissible aux termes de l'article premier, le juge décide, suivant les circonstances de la cause, si l'enfant a pour père celui qu'il réclame.

ART. 3.

La recherche de la maternité est admise.

L'enfant qui réclamera sa mère sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée.

Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins que lorsqu'il y aura un commencement de preuve par écrit ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour déterminer l'admission.

La preuve de la maternité peut résulter aussi de faits et circonstances dont la réunion caractérise la possession d'état, d'après l'article 321 du Code civil.

ART. 4.

La mère d'un enfant qu'elle a reconnu peut, pendant la minorité de celui-ci, intenter au nom de l'enfant l'action en recherche de la paternité.

Art. 1bis. — Tot het onderzoek naar het vaderschap worden niet toegelaten : 1° de kinderen geboren uit personen van welke één, op het tijdstip der bevruchting, door het huwelijk was verbonden met een ander persoon ; 2° de kinderen geboren uit personen tusschen welke het huwelijk is verboden, uit hoofde van bloed- of aanverwantschap in de rechte lijn, of uit hoofde van bloedverwantschap in de zijlijn in den tweeden graad.

ART. 2.

Nadat hij heeft vastgesteld het bestaan van de voorwaarden die, overeenkomstig het eerste artikel, worden vereischt tot ontvankelijkheid van het onderzoek naar het vaderschap, beslist de rechter, volgens de toedracht der zaak, of het kind dengene tot vader heeft, dien het voor geeft te hebben.

ART. 3.

Het onderzoek naar het moederschap is toegelaten.

Het kind, dat beweert eene bepaalde vrouw tot moeder te hebben, is gehouden te bewijzen, dat het wezenlijk is hetzelfde kind waarvan deze is bevallen.

Het zal dit bewijs alleen dan door getuigen mogen leveren, wanneer er begin van bewijs bij geschrifte bestaat, of wanneer vermoedens of aanwijzingen, voortvloeiende uit reeds vaststaande feiten, genoegzaam zwaarwichtig zijn om het bewijs door getuigen toe te laten.

Het bewijs van het moederschap kan ook voortvloeien uit feiten en omstandigheden die, in onderling verband, het bezit van staat volgens artikel 321 van het Burgerlijk Wetboek kenmerken.

ART. 4.

De moeder van een door haar erkend kind kan, gedurende zijne minderjarigheid, uit naam van het kind de rechtsvordering tot onderzoek naar het vaderschap instellen.

ART. 5.

Si la mère meurt pendant la minorité de l'enfant qu'elle a reconnu, l'officier de l'état civil, qui a dressé l'acte de décès, doit signaler au juge de paix du domicile de la défunte le fait qui donne lieu à la nomination d'un tuteur. Ce tuteur est nommé par un conseil de famille présidé par le juge de paix et composé par lui de six parents ou alliés de la mère ou citoyens connus pour avoir eu avec elle des relations habituelles d'amitié.

Si le décès de la mère survient après qu'elle a intenté l'action en recherche de la paternité, le tuteur continue l'instance; dans le cas contraire, il peut introduire la demande moyennant l'autorisation du conseil de famille.

ART. 6.

L'officier de l'état civil qui reçoit la déclaration de naissance d'un enfant né de père et mère légalement inconnus doit, dans les vingt-quatre heures, informer le juge de paix du domicile de l'enfant du fait qui donne lieu à la nomination d'un tuteur. Ce tuteur est désigné par un conseil de famille présidé par le juge de paix et composé par lui de six personnes honorables du lieu du domicile de l'enfant.

Le tuteur peut intenter l'action en recherche soit de la paternité, soit de la maternité, moyennant l'autorisation du conseil de famille.

ART. 7.

La paternité et la maternité ne peuvent être recherchées contre l'enfant naturel.

ART. 5.

Sterft de moeder gedurende de minderjarigheid van het door haar erkende kind, dan is de ambtenaar van den burgerlijken stand, die de akte van overlijden heeft opgemaakt, verplicht den vrederechter van de woonplaats der overledene bekend te maken met het feit, dat aanleiding geeft tot benoeming van een voogd. Deze voogd wordt benoemd door een familieraad, voorgezeten door den vrederechter en door dezen samengesteld uit zes bloed- of aanverwanten der moeder of burgers van wie het bekend is dat zij met haar vriendschapsbetrekkingen hebben onderhouden.

Sterft de moeder nadat zij de rechtsvordering tot onderzoek naar het vaderschap heeft aangevangen, dan wordt het geding door den voogd voortgezet; in het tegenovergestelde geval kan hij, met machtiging van den familieraad, de rechtsvordering instellen.

ART. 6

De ambtenaar van den burgerlijken stand, bij wien wordt aangegeven de geboorte van een kind, geboren uit een vader en eene moeder die wettelijk onbekend zijn, is verplicht, binnen vier en twintig uren, den vrederechter der woonplaats van het kind bekend te maken met het feit, dat aanleiding geeft tot benoeming van een voogd. Deze voogd wordt aangewezen door een familieraad, voorgezeten door den vrederechter en door dezen samengesteld uit zes achtbare personen uit de woonplaats van het kind.

De voogd kan, met machtiging van den familieraad, de rechtsvordering tot onderzoek hetzij naar het vaderschap hetzij naar het moederschap instellen.

ART. 7.

Het onderzoek naar het vaderschap of naar het moederschap kan niet

ART. 8.

Les tribunaux criminels doivent se conformer aux dispositions qui précèdent en ce qui concerne la preuve de l'état.

ART. 9.

L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

ART. 10.

Les articles 329 et 330 du Code civil sont applicables aux héritiers de l'enfant naturel.

ART. 11.

Le demandeur sera tenu de présenter au président du tribunal requête contenant sommairement les faits : il y joindra les pièces à l'appui, s'il y en a.

ART. 12.

La requête sera répondue d'une ordonnance portant que les parties comparaitront devant le président au jour qui sera indiqué par la dite ordonnance.

ART. 13.

Les parties seront tenues de comparaître en personne, sans pouvoir se faire assister d'avoués ni de conseils.

ART. 14.

Le président soumettra aux parties les observations qu'il croira convenables. Si le demandeur persiste à vouloir poursuivre l'instance, le président rendra une

geschieden ten nadeele van het onechte kind.

ART. 8.

Wat betreft het bewijs van den staat, moet de strafrechter zich naar bovenstaande bepalingen gedragen.

ART. 9.

De rechtsvordering tot inroeping van den staat is, ten opzichte van het kind, niet aan verjaring onderworpen.

ART. 10.

De artikelen 329 en 330 van het Burgerlijk Wetboek zijn van toepassing op de erfgenamen van het onechte kind.

ART. 11.

De eischer is gehouden den voorzitter der rechtbank een verzoekschrift aan te bieden, waarin de feiten kortelijk zijn vermeld : hij voegt er stukken tot staving bij, zoo ze er zijn.

ART. 12.

Op het verzoekschrift volgt eene beschikking, inhoudende dat partijen voor den voorzitter moeten verschijnen ten dage in de beschikking aangeduid.

ART. 13.

Partijen zijn gehouden in persoon te verschijnen; zij mogen zich niet doen bijstaan door pleitbezorgers of raadslieden.

ART. 14.

De voorzitter maakt aan partijen de opmerkingen die hij gepast acht. Blijft de eischer er bij, de rechtsvordering voort te zetten, dan neemt de voorzitter

seconde ordonnance renvoyant les parties à se pourvoir, sans citation préalable, au bureau de conciliation.

ART. 15.

Les articles 340 et 341 du Code civil sont abrogés.

eene tweede beschikking, waarbij hij partijen verwijst naar de rechtbank, zonder voorafgaande oproeping tot verzoening.

ART. 15.

De artikelen 340 en 341 van het Burgerlijk Wetboek vervallen.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 DECEMBER 1903.

1^o Wetsvoorstel betreffende het onderzoek naar het vaderschap en het moederschap.

2^o Wetsvoorstel betreffende het onderzoek naar het vaderschap (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

Het beginsel van artikel 340 van het Burgerlijk Wetboek, dat het onderzoek naar het vaderschap verbiedt, is het werk van Bonaparte.

Geene dergelijke bepaling bestond in het oud recht, geschreven of ongeschreven, evenmin in het kerkelijk recht en in het intermediair recht. Niets kon ook laten denken, zelfs in tijden waarop onwettige kinderen het ongunstigst werden behandeld, dat de wetgever eens in onze wetten een beginsel zou opnemen hetwelk zoozeer strijdt met de eenvoudigste regelen van zedenleer en recht.

In Rome ware 't nutteloos geweest, het onderzoek naar het vaderschap te verbieden. Kinderen, gesproten uit onregelmatige vereenigingen waren naar de wet vreemd aan hunnen vader. Het getal hunner moest aanzienlijk zijn, dewijl slaven en vreemdelingen het recht niet hadden een huwelijk aan te gaan. Doch feitelijk waren het meerendeel hunner erkend. Derhalve hoefde het vraagstuk van onderzoek naar het vaderschap daar niet te worden gesteld.

In den jongsten toestand van het Romeinsch recht, onder den invloed der christen denkbeelden, hebben onwettige kinderen, gesproten uit het *concubinaat*, doch wier afstamming zeker is, recht op onderhoud ten laste van de

(1) Wetsontwerpen, n^o 74 en 75 (zittingsjaar 1901-1902).

(2) De Middenafdeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Denis, Hymans, Van Cauwenbergh, Verhaegen, Woeste en Colhert.

goederen der vaderlijke nalatenschap (1). Doch de anderen, de *vulgo concepti*, bleven vreemd aan hunnen verwekker. Zij vielen uitsluitend ten laste hunner moeder, tot het oogenblik toen Constantinus, ten einde den verkoop of den dood dier ongelukkige wezens te verhinderen, aan hunne moeder den onderstand van den Fiscus verzekerde (2).

Die maatregel werd evenwel eenige jaren later door Constantinus zelf ingetrokken, omdat de daaruit voortspruitende last te zwaar werd geoordeeld voor de Schatkist van het Keizerrijk.

Reeds ten tijde van Justiniaan, werd het recht om zich van zijn kind te ontmaken door den dood — *jus necis* — afgeschaft; doch de kinderen, gesproten uit eene onregelmatige of tijdelijke vereeniging, werden eene gangbare koopwaar, daar het veroorloofd bleef ze te verkoopen. Onder Valentiniaan konden zij zich afkopen mits terugbetaling van de onderhoudskosten en den koopprijs.

Het kerkelijk recht, uitgaande van de Romeinsche overleveringen, kende vroegtijdig aan onwettige kinderen het recht toe, hunnen vader en hunne moeder te verplichten hen te onderhouden, zoolang zij niet in staat waren zelf in hunne behoeften te voorzien. Dat recht was niet beperkt tot onwettige kinderen, geboren uit concubinaat — *liberi naturales* —; het bestond voor alle bastaards, zelfs voor in bloedschande en overspel verwekte kinderen.

De verplichting tot onderhoud bestaat dus sedert eeuwen in het kerkelijk recht ten opzichte van onwettige kinderen, zonder onderscheid. «Daardoor, » zegt d'Aguesseau, hebben de kerkelijke wetten de strengheid van het » burgerlijk recht verzacht; en in ons gebruik namen wij deze beslissing » aan, als zijnde veel billijker dan die van het burgerlijk recht. » (3)

Uit deze woorden van den Kanselier blijkt, dat het burgerlijk recht zich eerst sedert kort vereenigde met de kerkelijk wet. Doch stellig heeft het oudere recht sedert onheuglijken tijd aangenomen, dat, bij gemis van eene uitdrukkelijke erkenning en van de stilzwijgende erkenning, voortvloeiende uit het bezit van staat, onderzoek naar het vaderschap buiten huwelijk mocht geschieden in rechte: de rechters, gelast het te bepalen, hadden volkomen bevoegdheid daarover uitspraak te doen, zoowel betreffende de feiten waaruit zij dachten het te mogen afleiden, als betreffende het bewijs van die feiten.

In Frankrijk was, tot aan de Revolutie, het bewijs van het vaderschap niet geregeld door eenen tekst die kracht van wet had: sedert het Romeinsch recht tot het einde der XV^e eeuw, zwijgen de wetten van alle landen over het bewuste onderwerp.

Dat stilzwijgen is beteekenisvol, zegt de heer Felix Dupré-La Tour. « Zoo » de juristen, inzonderheid de Romeinsche, zwijgen over eene zaak die tot » zoo talrijke bezwaren, spitsvondigheden en betwistingen aanleiding geeft,

(1) JUSTINIAAN, NOV. 89, 12, 15.

(2) C. THEOD., 11, 27, 1.

(3) Decretalen van Paus Gregorius C. S. X.; Innocentius III, c. 15. X. — D'AGUESSEAU, *Oeuvres complètes: dissertation sur les bâtards*, d. VII, blz. 402.

» dan is 'twaarschijnlijk omdat het vraagstuk niet hoefde gesteld te worden;
 » trouwens, gedurende dat lang tijdvak der geschiedenis, worden twee
 » gemeene verschijnselen waargenomen : een zeer groot getal onwettige
 » kinderen worden door hunnen vader erkend of leven met hem; de
 » anderen vinden instellingen of personen die uit berekening, liefdadigheid
 » of dwang de verlatenen opnemen, zonder hoop van verhaal op de ouders,
 » en, bij gemis van een benijdenswaardig leven, besparen zij hun den dood
 » op den openbaren weg, eene oorzaak tot stoornis en angst voor eerlijke
 » lieden (1) ».

Dat ontkennen wij niet, ofschoon wij onmogelijk kunnen nagaan en zelfs bij benadering bepalen hoeveel onwettige kinderen door hunnen vader worden erkend of met hem leven. Doch onbetwistbaar schijnt het ons, dat in geloovige tijden, onder den weldadigen invloed van het christendom, de zeden gewijzigd werden te zamen met de denkbeelden. De bekrachtiging der zedenleer die op God steunt, alsmede en meer nog dan de kerkelijke straffen, uitgesproken tegen hem die een meisje had verleid, moesten bij hem vroeger of later wroeging verwekken en hem den plicht voorschrijven den beganen misslag te herstellen.

Het recht tot onderzoek naar het vaderschap bestond dus, ten minste met het oog op het nakomen van den plicht tot onderhoud; doch dit was niet geregeld door de wet.

In het oude België was het eerste recht, door ons gewoonterecht, overeenstemmend met de kerkelijke wetten, aan alle bastaards zonder uitzondering toegekend, het recht om door hunnen vader en door hunne moeder onderhouden en opgevoed te worden, tot zij in staat waren zelve in hunne behoeften te voorzien.

Volgens enkele statuten, drukte in den beginne deze verplichting uitsluitend op den vader; slechts bij ontstentenis van dezen, verviel zij op de moeder. Doorgaans waren beiden daartoe gehouden.

Reeds in de vroegste tijden, was het onderzoek naar het vaderschap, zoowel als dit naar het moederschap toegelaten. Dat recht was van germaanschen oorsprong en het bewijs kon volgen : 1° uit de erkenning door den vader; 2° uit eene gerechtelijke erkenning of verklaring in rechte ontstaan ten gevolge van het door 't kind ingesteld onderzoek; 3° uit de der moeder geoorloofde aangifte (2).

Het aanduiden van den vader, onder eede, aan de vroedvrouw afgelegd in den barensnood, volstond, doch die bevestiging moest gestaafd zijn door het bestaan van vroegere betrekkingen met hem welken de moeder aanduidde, en ondersteund door een onberispelijk gedrag der moeder. Eerst dan wanneer dat bewijs was geleverd, moest de verleider of wel het meisje huwen of wel haar een uitzet geven, wat werd uitgedrukt door deze drie woorden der canonisten : *duc vel dota*, huw het meisje of geef een uitzet en neem het kind ten uwen laste (3).

(1) *De la recherche de la paternité en droit comparé*, blz. 6, Parijs, 1900.

(2) DEFACQZ, *Ancien droit belge*, d. I, blz. 409 en 411.

(3) BRITZ, *Code de l'ancien droit belge*, d. II, blz 559.

Een der oudste Fransche wetgevende bescheiden op dat gebied, zooniet het oudste, is het edict van Hendrik II, van 1556. Naar luid daarvan, moest elke zwangere ongehuwde vrouw hare zwangerschap aangeven. Daardoor werd ten minste stilzwijgenderwijs de vaderlijke afstamming vastgesteld, en aan de moeder des kinds een tweevoudig verhaal op haren verleider verschafft. Zij kon hem later voor het strafgerecht dagen door eene *klacht wegens bezwangering*, of tegen hem eenen burgerlijken eisch om schadevergoeding inspannen. Die klacht wegens bezwangering werd, onder den invloed van het kerkelijk recht, geregeld door eene later gewijzigde ordonantie van 1670.

De burgerlijke eisch was geregeld door een oud gebruik, dat de voorzitter Faber uitlet in den gekenden stelregel : *Virgini creditur dicenti se ab aliquo cognitam et ex eo prægnantem esse*. Faber eischte evenwel den eed (*juranti*) en liet eene weduwe, eene gehuwde vrouw of eene losbandige dochter niet toe hem af te leggen. Daarenboven bleef de aanwijzing van een gehuwden man, eenen minderjarige, eenen ontzegde, eenen priester zonder gevolg.

Op 't einde der XVIII^e eeuw, was de voorloopige veroordeeling, op eenvoudige aangifte van de ongehuwde moeder, een regel geworden (1).

Wie kan er aan twijfelen dat de Parlementen soms ongerechtigde beslissingen namen? Doch niemand kan beweren en nog veel minder bewijzen dat er talrijke misbruiken bestonden, waardoor het volstrekt verbod tot onderzoek naar het vaderschap kon gerechtvaardigd worden.

Eene beschuldiging vanwege een verleid meisje tegen haren zoogezegden verleider volstond niet om dezen tot vader van het kind te doen verklaren (2).

Doorgaans werd onderscheid gemaakt tusschen de *voorloopige* uitspraak en de uitspraak over den *grond* der zaak. Bij de voorloopige uitspraak, werd de man, die door de vrouw was aangegeven als zijnde de vader van het kind, veroordeeld om voorloopig te voorzien in het onderhoud van het kind. De grond der zaak werd onderzocht op bewijzen die door de vrouw moesten geleverd worden.

Wij houden ons niet op bij de gevaren van die veroordeeling bij voorraad. Niemand wil ze opnieuw invoeren.

Doch wat is er in te brengen tegen het beginsel zelf van het onderzoek naar het vaderschap, zooals het vroeger werd toegelaten of toegepast?

Ongetwijfeld zal men niet meer zeggen met Napoleon, dat « de samenleving niets heeft te winnen bij het erkennen van bastaards ». Zoo wordt de vraag opgelost door de vraag; en, zooals wij verder zullen bewijzen, is door ervaring gebleken dat dit vroeger te dikwijls herhaald gezegde valsch is.

Met meer reden werd ingeroepen de waardigheid van het echtelijke verbond, de vrees voor ergernis en de noodzakelijkheid om de familie in stand

(1) DUPRÉ-LATOUR, blz. 14 en 15.

(2) FOURNOL, *Traité de la séduction*. Parijs 1781, blz. 57, en LE BIDENT, *Code matrimonial*, 1770, d. II, blz. 640.

te houden. Steunend op deze reden van sociaal belang, hebben meestal de andere wetten onwettige kinderen buiten de familie gesloten en verstoken verklaard van elke deelneming aan het huiselijk erfgoed. 't Is « om de heiligheid van 't huwelijk en zijne verheven beteekenis te eerbiedigen » dat het nieuwere Deutsche Burgerlijk Wetboek hoegenaamd geenen juridischen band bepaalt tusschen het onwettig kind, den vader en het *vaderlijk* gezin (1).

Door het onwettig kind gelijk te stellen met het wettige en het in 't gezin op te nemen *met al de rechten verbonden aan wettige geboorte*, maakt men werkelijk inbreuk op eenen van de voornaamste grondslagen der samenleving, en brengt men de instelling van het huwelijk aan 't wankelen.

Doch, waarom dan, ten opzichte van de moeder en van de moederlijke familie, aan het onwettig kind dezelfde plaats toekennen als aan het wettige, zooals de Deutsche wet doet? Wij geven de voorkeur aan het stelsel van het Fransch Burgerlijk Wetboek, dat aan het erkend onwettig kind sommige rechten toekent op de goederen van zijn overleden vader of moeder, aan welke rechten de stellers der verschillende aan ons onderzoek onderworpen wetsvoorstellen hoegenaamd geene wijziging toebrengen.

In het ontwerp van Burgerlijk Wetboek was het beginsel van onderzoek naar het vaderschap opgenomen, ten minste in dezen zin dat het onderzoek naar *bekend* vaderschap werd toegelaten, 't is te zeggen het vaderschap dat kon worden bewezen, niet enkel door eene erkenning, ingeschreven in de openbare registers, maar ook door private geschriften van den vader of door andere omstandigheden (2).

Hadde het Tribunaat het beginsel van het onderzoek gehandhaafd binnen deze palen, dan ware waarschijnlijk artikel 340 niet zoozeer bestreden geworden als het geval was.

Doch de wet van Brumaire had te veel voordeelen toegekend aan de erkende onwettige kinderen, door ze, met het oog op erfenisrecht, gelijk te stellen met wettige; het volstrekt verbod tot onderzoek naar het vaderschap werd beschouwd als eene vergoeding voor die voordeelen. Van die twee euvelen verbeterde het Burgerlijk Wetboek slechts het eerste.

Het Tribunaat had zich zelfs krachtdadig verzet tegen elke beperking van het beginsel van het onderzoek, willende in de wet bekrachtigen wat ten allen tijde was aangenomen, zonder dat eenig aanzienlijk misbruik daartegen een hulpmiddel eischte (3). Napoleon zuiverde het Tribunaat; en nadat het tot inkeer was gebracht, wijzigde het Tribunaat artikel 340 door de woorden *niet bekend* vaderschap te schrappen of te laten schrappen.

't Is alleen de politiek van Napoleon, zegt de heer Giraud, die hem aldus deed handelen. « Zijne voorliefde voor de overgroote staande legers, en

(1) Memorie van toelichting.

(2) FENET, d. X, blz. 77; LOCRIÉ, d. III, blz. 19. Aangehaald door den heer Jaussens, procureur-generaal bij het Hof van cassatie, in zijne redevoering bij de heropening in 1903.

(3) FENET, d. III, blz. 156 en 157.

bijgevolg voor de legioenen van ongehuwden, legde hem artikel 540 op als eene noodwendigheid van State, zonder welk artikel hun stand moeilijk ware te dulden geweest » (1).

De verschillende ontwerpen en voorstellen tot wet, aan de Kamer voorgelegd, strekken tot verdere uitbreiding van het beginsel van onderzoek naar het vaderschap, zooals het in het ontwerp van Burgerlijk Wetboek werd aangenomen (2).

Het ontwerp van de heeren Lejeune en Begerem, achtereenvolgende Ministers van Justitie, werd gescheiden van het ontwerp tot herziening van titel VII van 't Burgerlijk Wetboek en als afzonderlijk ontwerp overgelegd. Het beginsel van onderzoek naar het vaderschap wordt daarin erkend als *een natuurlijk recht, door het stellige recht slechts beperkt uit hoofde der moeilijkheid van het bewijs*.

De stellers van de andere voorstellen steunen op de geschriften van een aantal uitstekende rechtsgeleerden, wijsgeeren en huishoudkundigen, behorende tot verschillende scholen en meeningen, die allen tegen het verbod van onderzoek naar het vaderschap zijn. Zij roepen daarenboven sommige statistieken in. Daarbij zouden wij er kunnen voegen van een aantal landen, waaruit schijnt te blijken dat er minder huwelijken worden gesloten, dat het zedenbedervend gebruik van ongebonden vereeniging meer voorkomt in landen waar de bepaling van artikel 540 bestaat, dan in andere landen, waar het niet werd ingevoerd of nooit bestond. In de eerste hebben de misdaden op de kindsheid, de geboorte en de sterfte van onwettige kinderen zulke hoge cijfers bereikt, dat er geen twijfel schijnt te bestaan over het gevolg van het verbod van dergelijk onderzoek (3).

Onderzoek van het ontwerp in de afdeelingen.

Over het beginsel zelf van het onderzoek naar het vaderschap brachten al de afdeelingen een gunstig oordeel uit, zonder dat eene enkele daartoe redenen opgaf. Dit komt hierbij, dat de openbare meening eenparig het onderzoek naar het vaderschap in sommige gevallen en onder zekere voorwaarden aanneemt. Zonder aarzelen mag worden gezegd dat ons land daarmede instemt en dat niemand in de Belgische Kamers de bepaling van artikel 540, eene eeuw geleden opgedrongen aan het openbaar geweten, verdedigen zal.

EERSTE ARTIKEL.

De verschillende wetsontwerpen en wetsvoorstellen, welke wij tot hiertoe behandelden, huldigen het beginsel van machtiging tot onderzoek naar het vaderschap. Zij breken af met het beginsel van artikel 540 van 't Burgerlijk Wetboek, dat dit onderzoek verbiedt.

(1) Aangehaald door den heer procureur generaal JANSSENS.

(2) Ontwerpen van de heeren LEJEUNE en BEGEREM; voorstellen van de heeren MABILLE en medeleden, DENIS en VANDERYELDE.

(3) POUZOL, *Recherche de la paternité*. Parijs, 1903, blz. 336.

Laurent alleen stelt voor, het verbod te handhaven en onderzoek naar het vaderschap aan te nemen in twee uitzonderlijke gevallen : 1° In geval van schaking of van verkrachting ; komt het tijdstip der schaking of der verkrachting overeen met het tijdstip der bevruchting, dan kunnen de schaker of de verkrachter vader van het kind worden verklaard ;

2° In geval van huwelijksbelofte of van verleiding, zoo er een begin van geschreven bewijs der belofte of der verleiding bestaat, of wanneer de vermoedens, voortspruitende uit van dan af stellige feiten, erg genoeg zijn om tot toelating van 't bewijs door getuigen te doen besluiten.

Het ontwerp der herzieningscommissie, aangenomen door de heeren Lejeune en Begerem en door de heeren Mabilie en medeleden, voorziet drie gevallen, waarin het onderzoek kan worden toegelaten. Behalve de twee door Laurent voorgestelde gevallen, regelen zij ditgene waarin uitdrukkelijke of stilzwijgende bekentenissen voorhanden zijn. Dit geval wordt als volgt opgegeven : 1° Zoo er bekentenis van het vaderschap bestaat, voortspruitende hetzij uit welke akten of geschriften ook, die uitgaan van den zoogezegden vader, hetzij uit feiten en omstandigheden, welke samenvoeging het bezit van staat kenmerkt volgens artikel 521 van 't Burgerlijk Wetboek.

De heeren Denis en Vandervelde bezigen eene meer algemeene uitdrukking en nemen het onderzoek naar het vaderschap aan, « zoodra voorhanden zijn schriftelijke bewijzen, begin van schriftelijk bewijs of blijkbare feiten die genoeg ernstige vermoedens doen ontstaan om te doen besluiten tot toelating van 't bewijs door getuigen. »

In de Middenafdeeling werd de vraag gesteld, of er in den grond overeenkomst bestaat tusschen die verschillende stelsels.

Stellig beperkt de tekst van den heer Mabilie de machtiging tot onderzoek tot de drie gevallen die hij regelt (1), terwijl die van den heer Denis bij voorbeeld de betrekkingen tusschen niet gehuwde personen voorziet, of het concubinaat. waarover wij verder zullen handelen.

Van deze twee stelsels, verkoos de Middenafdeeling het eerste — mits het wordt aangevuld — omdat het, in een duidelijken vorm, de verschillende onderstellingen opsomt, waarin de eisch tot verklaring van vaderschap zou kunnen toegelaten worden, en duidelijk de bewijsmiddelen beperkt, die de eischer moet leveren.

A. — Artikel 1 voorziet het geval waarin *het vaderschap wordt bekend*.

Het overgroot gewicht dat die bekentenis des vaders heeft, — hetzij zij *uitdrukkelijk* werd afgelegd in om 't even welk geschrift, zelfs in eenen brief, hetzij zij *stilzwijgenderwijs* voortspruit uit de openbare, bekende, onbetwist-

(1) 't Is wel aldus, naar het schijnt, dat zij hoeven opgevat te worden, zegt de heer Edward Vandersmissen (*La recherche de la paternité*; uittreksel uit de *Revue générale*, Januari 1903.) Ware 't anders gesteld, werd het toelaten van de vraag tot verklaring van vaderschap omringd met minder waarborgen en voorzorgen, dan zouden die teksten dezelfde bezwaren opleveren als het voorstel der heeren Denis en Vandervelde.

bare feiten die het bezit van staat uitmaken en door artikel 321 voor toereikend worden gehouden om zelfs de wettelijke afstamming te bewijzen —, dat gewicht valt niet te ontkennen.

Moet men aan deze omstandigheden, welke de afstamming aanduiden, het samenwonen van den onderstelden vader met de moeder des kinds toevoegen?

Het voorstel Denis verzet zich daartegen niet, zooals wij reeds hebben vastgesteld.

Bestaat er dus aanleiding om, over dat punt, de opsomming naar het voorstel Mabilie aan te vullen, door te omschrijven in welke voorwaarden langdurig samenwonen zou beschouwd worden als een erg vermoeden, als eene stilzwijgende bekentenis van het vaderschap?

Lang bleef de Middenafdeeling het over dat punt oneens.

Men kan onmogelijk ontkennen, dat zij die het uit het samenwonen afgeleide vermoeden verwerpen, van een allerloffelijkst gevoelen uitgaan. Evenals de verslaggever der commissie tot herziening van het Burgerlijk Wetboek, deinzen zij terug voor de erge gevolgen die hij aantoonde. « Zoo doende, zegt de heer Van Berchem, stelt men, ten slotte, het concubinaat gelijk met het huwelijk, ten minste wat het bewijs der afstamming betreft. Die gelijkstelling is niet geschikt om te doen afzien van vrije vereenigingen; daardoor zet men er integendeel de vrouwen toe aan, daar men ze bevrijdt van de onrust die zij kunnen hebben over het lot van het kind. »

Moesten deze beschouwingen gegrond zijn, dan zouden wij geen oogenblik aarzelen om er ons mede te vereenigen. Doch kan, in dat geval, het verbod tot onderzoek eenen ernstigen invloed hebben op de toeneming van vrije vereenigingen?

De heer Van Berchem zelf schijnt daaraan te twijfelen. Naar zijn oordeel, moeten het onderwijs en de vooruitgang der zedenleer het doelmatigste middel zijn.

Het onderwijs ging onbetwistbaar vooruit sedert den tijd toen het verbod tot onderzoek naar het vaderschap in ons recht werd opgedrongen. Doch verhinderde het de vrije vereenigingen die zich van dag tot dag vermenigvuldigen? Hadde het den invloed gehad welken men er aan toeschrijft, moest het dan niet opwegen tegen de noodlottige gevolgen der opneming van artikel 340, welke wij hierboven vaststelden?

En de vooruitgang der zedenleer! Zooals wij zeggen in ons verslag over het ontwerp van « wet op de bescherming der kindsheid », is het onwaar, met enkele rechtsgeleerden te beweren dat wetten van zedelijken aard onmachtig zijn: *Quid leges sine moribus?* De wetten oefenen op de zeden eenen soms beslissenden invloed uit. Geven zij soms daaraan toe, meesttijds richten zij ze. De wet, zegde Cicero, is bestemd om ondeugd uit te roeien en deugd te bevorderen: *Leges emendatrices vitiorum, commendatrices virtutum.*

Op den wetgever rust dus de plicht na te gaan welke van de te nemen wetgevende maatregelen den vooruitgang der zedenleer het meest kunnen bevorderen.

De voorstanders van het vermoeden, uit concubinaat getrokken, kunnen steunen op de kerkelijke wet en de leer van hare vervaardigers (1), alsmede op het gevoelen van het meerendeel der oudere en hedendaagsche rechtsgeleerden en op artikel 1717 van het nieuwere Duitsche Burgerlijk Wetboek. Hier mag worden bijgevoegd, dat in meest alle gevallen dat vermoeden zal verward worden met het vermoeden, voortspruitende uit het bezit van staat als onwettig kind, door iedereen gerangschikt onder de bestgegronde vermoedens. Eindelijk kunnen zij met den heer Raymond Janssens beweren, dat het een schreeuwend onrecht zou zijn, het voordeel der wet te ontzeggen aan hem wiens vader, hetzij uit berekening of door behendigheid, hetzij bij gebrek aan onderwijs, geen enkel geschrift zou nagelaten hebben, dat later tegen hem kan worden ingeroepen, terwijl het gemakkelijker te leveren bewijs van concubinaat even stellig zou veroorloven het vaderschap te bewijzen (2).

Doch welke ook de theoretische waarde zij van deze bedenkingen, zij zouden moeten wijken voor het door den heer Van Berchem aangehaald erg gevolg, zoo het waar was dat het toelaten van het vermoeden, afgeleid uit samenwoning, vrije vereenigingen kan bevorderen.

Die vrees deelen wij niet. Laat ons vooreerst aanmerken dat het er niet op aan komt, het uit concubinaat ontstane kind gelijk te stellen met dit uit het huwelijk geboren; het zal een onwettig kind blijven en kan maar wettig worden gemaakt door een regelmatig gesloten huwelijk. Het zal geene andere rechten op de nalatenschap zijner ouders hebben dan die welke de wet reeds toekent aan het erkend onwettig kind.

Hunnerzijds blijven de man en de vrouw, die in vrije vereeniging leven, ongehuwd en op die vereeniging wordt toegepast de uitdrukking *valsche huishouden*, zoolang het huwelijk in onze wetten evenals in onze zeden zijn geheiligd karakter behoudt, volgens de bepaling die Portalis er van geeft : « Het huwelijk is de gemeenschap van man en vrouw die zich vereenigen » om hun geslacht te vereeuwigen, om door wederzijdschen onderstand » elkander den levenslast te helpen dragen en om hun gemeen lot te deelen » (3).

Er is dus enkel sprake van eene gelijkstelling van het bewijs der onwettige afstamming met dit der wettige afstamming. Laat ons maar dadelijk zeggen dat zelfs deze gelijkstelling niet zou bestaan. En daarenboven zou dit geene volledige gelijkstelling zijn, want artikel 319 en volgende van het Burgerlijk Wetboek bevatten bijzondere regelen om de afstamming van wettige kinderen te bewijzen.

Wij kunnen ons vergissen, doch naar onze meening is, na de bekentenis, de omstandigheid van het samenwonen van den vader en de moeder des

(1) DELVINCOURT, *Cours de Code civil*, I^{er} d., blz. 387.

(2) Redevoering bij de plechtige heropeningszitting, op 1 October 1903, blz. 12.

(3) Memorie van toelichting, 16 Ventôse jaar XI.

kinds, het meest afdoende bewijs van het vaderschap ; wij denken ook dat het daaruit volgend vermoeden de instelling van het huwelijk niet kan schaden, doch dat daarentegen de machtiging om in dat geval den natuurlijke vader op te sporen, een machtig wapen zal zijn tegen concubinaat, gezegd vrije vereeniging.

Is het trouwens niet zonneklaar dat de onderstelde vader meertijds liever in een eerlijk huwelijk het middel zal zoeken om wettige kinderen te hebben, dan wel bij voortduring slechts bastaards, die hem tot schande zullen strekken voor zijne onregelmatige betrekkingen ? En zoo hij er in volhardt, een toestand te handhaven, die de wet niet kan begunstigen, zal hij dan niet blootgesteld blijven aan de berispingen, de verwijten en bedreigingen van diegene, welke zijne schande deelt, en van zijne kinderen, die de rampvolle gevolgen daarvan ondergaan ?

« Wie toch heeft meer het recht om den eerbied voor het huwelijk in te roepen, hij die voor den man onverantwoordelijkheid in vrije vereeniging, 't is te zeggen voor ongebondenheid en misprijzen van het wettig huwelijk eischt, of wel hij die vraagt dat hij daarin zooals elders de gevolgen ondergaat van zijnen misslag, een misslag vooral hierdoor gekenmerkt dat hij te kort bleef aan de huwelijkswet zelve om zijnen hartstocht te bevredigen ? Waar is de beste bekrachtiging van het beginsel dat men wil verdedigen ? » (1)

De Middenafdeeling vereenigde zich met deze overwegingen, en eenparig, min eene onthouding, nam zij den volgenden tekst aan :

1^o Wanneer er is erkenning van het vaderschap, voortvloeiende hetzij uit akten of geschriften van welken aard ook, afkomstig van den onderstelden vader, hetzij uit feiten en omstandigheden die, in onderling verband, kenmerken het bezit van staat volgens artikel 321 van het Burgerlijk Wetboek, *hetzij uit het bekend, niet gewettigd samenwonen van vader en moeder op het tijdstip der bevruchting.*

Het woord « concubinaat » is nauwkeuriger dan het woord « samenwonen ». Het woord *bekend* is ontleend aan het wetsontwerp, in Frankrijk overgelegd. Het tijdstip der bevruchting is die welke door het Burgerlijk Wetboek bepaald is tusschen den driehonderdsten dag en den honderd tachtigsten dag vóór de geboorte, op 't gunstigste oogenblik voor het kind (art. 314 en 315 van 't Burgerlijk Wetboek).

Het wordt goed verstaan dat het concubinaat niet anders is dan een vermoeden, hetwelk door het tegenbewijs kan worden vernietigd. Evenals het Duitsehe Burgerlijk Wetboek veroorlooft daartegen aan te voeren het *exceptio plurium*, zal men, bij voorbeeld, ook mogen bewijzen dat de moeder, tijdens het wettelijk tijdstip der bevruchting, gemeenschap had met een anderen persoon dan den onderstelden vader, of dat zij een bekend wangedrag leidt. Dat volgt overigens uit de macht, bij artikel 2 aan den rechter toegekend.

B. N^o 2 van artikel 1 maakt tot regel de uitzondering voorzien bij artikel 340

(1) Voorrede, Pouzol, brief van den heer Béranger.

van 't Burgerlijk Wetboek en stelt eenige andere gevallen gelijk met de schaking : willekeurige inhechtenisneming, gevangenzetting en opsluiting, verkrachting en aanslag op de eerbaarheid, zonder geweld gepleegd op den persoon van een meisje dat den leeftijd van 14 jaar niet heeft bereikt.

Laurent bepaalde er zich bij, de verkrachting bij de schaking te voegen. De redenen, waarom het vermoeden werd uitgestrekt tot het geval van verkrachting, zijn ook van toepassing op de aanhouding, de hechtenis en de opsluiting; in die gevallen bestaat er ook schaking met geweld. Ten minste bestaat er berooving van de vrijheid des persoons. En voor 't geval van aanslag op de eerbaarheid, zonder geweld gepleegd op een meisje van min dan 14 jaar, kan de toestemming niet worden vermoed.

Voor laatstbedoeld geval, denken wij dat de ouderdom van 14 jaar dient te worden bepaald op 16 jaar, en dat andere personen dan minderjarige meisjes moeten bedoeld worden, namelijk diegene, welke 't gebruik van haar verstand hadden verloren op 't oogenblik van de misdaad of het wanbedrijf.

Doch die punten hoeven door eene afzonderlijke wet te worden geregeld; en 't is om die reden dat het ten zeerste te wenschen ware, dat de voorstellen over het onderzoek naar het vaderschap terzelfder tijd konden worden behandeld als die betreffende de bescherming der kindsheid.

Nummer 2 van het eerste artikel eischt daarenboven, dat de onderstelde vader is *veroordeeld*. Moest men het stelsel van den heer Denis volgen, of zelfs dit van Laurent, die de schaking of de verkrachting aanneemt, zonder de veroordeeling te eischen, dan zou de rechtbank bij welke de rechtsvordering tot opzoeking aanhangig is gemaakt, eerst en vooral het bewijs moeten vergen van de feiten, voorzien in nummer 2. Welnu, dat bewijs kan maar doelmatig worden geleverd in strafrechterlijke zaken, en men zou de uitoefening van de burgerlijke rechtsvordering moeten schorsen tot er bepaald uitspraak is gedaan over de openbare rechtsvordering, ingesteld vóór of gedurende het voortzetten van de burgerlijke rechtsvordering (1).

C. Ten slotte, veroorlooft artikel 5 het onderzoek naar het vaderschap, « wanneer er is geweest verleiding door huwelijksbelofte, misbruik van gezag of bedriegelijke handelingen ».

Doch het bewijs van die omstandigheden door getuigen wordt eerst dan toegelaten, zoo er een begin van schriftelijk bewijs of vermoedens bestaan, welke voortspruiten uit van dan af bijkbare feiten.

Beroept iemand zich op eene verleiding, welke niet gepaard zou gaan met huwelijksbelofte, misbruik van gezag noch bedriegelijke handelingen, dan kan de eisch niet worden toegelaten : het ware inderdaad gevaarlijk de niet gequalificeerde verleiding aan te nemen. Zoo zal het niet volstaan dat het meisje afhankelijk is van den zoogezegden verleider, dat er ongelijke leeftijd, stand, verstand (2) voorhanden zij om uit deze, zelfs bijkbare feiten, te kunnen afleiden dat er voldoende verleiding bestaat.

(1) Wetboek van strafvordering, artikel 4.

(2) Dijon, 1 September 1868. (DALLOZ, 1868, 2, 248.)

De verklaring van het begin van schriftelijk bewijs, getrokken uit den tekst der herzieningscommissie, wordt overgenomen in de twee bedoelde voorstellen; zij kan geene aanleiding geven tot moeilijkheid bij de uitlegging. Doch terwijl, in het voorstel Denis, in elk geval een begin van schriftelijk bewijs of een geschrift volstaat om genoegzaam zwaarwichtige vermoedens te doen oprijzen om te doen besluiten tot toelating van 't bewijs door getuigen, wordt daarentegen, in het voorstel Mabilie, het begin van schriftelijk bewijs slechts toegelaten in de omstandigheden vermeld in nummer 3 van het artikel, en als hoofdzakelijke voorwaarde tot het toelaten van het bewijs dier omstandigheden door getuigen.

ART 2.

In de twee voorstellen werd overgenomen artikel 2 van het ontwerp der herzieningscommissie, insgelijks aangenomen door de heeren Lejeune en Begerem.

Dit artikel luidt aldus : « Nadat hij heeft vastgesteld het bestaan van de » voorwaarden die, overeenkomstig het eerste artikel, worden vereischt » tot ontvankelijkheid van het onderzoek naar het vaderschap, beslist de » rechter, volgens de toedracht der zaak, of het kind dengene tot vader » heeft, dien het voorgeeft te hebben. »

Uit de verbinding van dat artikel met het eerste artikel volgt dat het onderzoek naar het vaderschap eerst dan kan worden toegelaten, wanneer is vastgesteld het bestaan van een der gevallen vermeld in artikel 1, met de daarin voorziene voorwaarden.

Artikel 2 wijkt dus af van den tekst van Laurent, die voorstelt de uitdrukkelijke of stilzwijgende bekentenissen toe te laten als volledig bewijs van de afstamming; zoodat de rechtbank, na inzicht te hebben genomen van geschriften die eene bekentenis bevatten, niets anders meer te doen zou hebben dan het vaderschap vast te stellen (1).

De heer Janssens vereenigt zich, zooals wij, met het ontwerp Van Berchem, dat, zegt hij, is gegrond op het wijs en voorzichtig beginsel dat de rechtsvordering tot verklaring van vaderschap eerst dan kan worden ingesteld wanneer de rechtbank *vooraf* het bestaan van eene der drie vereischte voorwaarden heeft vastgesteld. De vrijheid, den rechter gegeven om al of niet de rechtsvordering tot onderzoek naar het vaderschap toe te laten, is vooreerst een noodzakelijke waarborg. Hij moet in staat worden gesteld, de feiten van bezit van staat en dezer afdoenden aard te beoordeelen. De onderstelde vader kan zijne bekentenissen hebben ingetrokken en men moet hem de mogelijkheid laten om die intrekking te rechtvaardigen, door uit te leggen onder welke omstandigheden zij werden gedaan (2).

Artikel 2 der verschillende ontwerpen en voorstellen beoogt het voorafgaand bewijs, dat van toepassing is op elk der gevallen in artikel 1. Doch,

(1) Voorontwerp, deel II, blz. 112 en vlg.

(2) Redevoering, blz. 11.

zooals het artikel zegt, de rechter zal, volgens de toedracht der zaak, beslissen of het kind dengene tot vader heeft, dien het voorgeeft te hebben. Daardoor wordt wellicht nauwkeuriger gezegd dan de heer procureur-generaal Janssens doet, dat de rechtbank, bij welke de rechtsvordering tot onderzoek is ingesteld, *mag* steunen op die toedracht der zaak, om de vraag *de plano* aan te nemen, zonder het leveren van andere bewijzen op te leggen.

Artikel 3 van het voorstel der heeren Denis en Vandervelde.

Door dit artikel wordt in de vroeger aangeboden ontwerpen een beginsel opgenomen, waarmede de heeren Mabilie en medeleden zich niet vereenigden. Het bedoelt het onderzoek naar het vaderschap van in overspel en bloedschande verwekte kinderen. De heeren Denis en Vandervelde veroorloven het uitdrukkelijk, aldus dat soort van kinderen gelijkstellend met wat men «eenvoudige natuurlijke kinderen» heet.

Dergelijk stelsel kan gerechtvaardigd schijnen voor hen die uitsluitend het belang van het kind in het oog houden. Doch niet dat belang alleen dient in aanmerking te komen : hooger staat de eerbied voor het huwelijk, grondslag der familie en der samenleving, en uit dien hoofde kan niet worden geduld dat in de familie eene plaats wordt ingeruimd aan kinderen, gesproten uit betrekkingen welke door onze wetten zoowel als door de zedenleer terecht worden geschandvlekt.

Hierboven zegden wij dat, zoo het vermoeden, afgeleid uit concubinaat, aangenomen wordt, dit de boelcerders zou kunnen aanzetten, hunnen toestand en den toestand hunner kinderen te regelen door een huwelijk. Dat is niet het geval met hen die in overspel of bloedschande kinderen verwekten ; zij kunnen nooit huwen. Een der doeleinden welke wij willen bereiken door het onderzoek naar het vaderschap toe te laten, kan dus op dat gebied niet worden verwezenlijkt.

Hoe kan, ten andere, het voorstel der heeren Denis en Vandervelde worden overeengebracht met het beginsel van artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek, hetwelk de *vrijwillige* erkenning van in overspel of bloedschande verwekte kinderen verbiedt?

Onze achtbare medeleden vragen niet dat deze artikelen zouden geschrapt worden ; en al deden zij zulks, dan zouden zij moeten voorstellen verscheiden andere wetsbepalingen te herzien, welke het lot betreffen van kinderen der door hen bedoelde soort. Dat ware den omvang der ontwerpen en voorstellen, die aan de Middenafdeeling zijn onderworpen, aanzienlijk uitbreiden.

Om volgens rechten tot eenen uitslag te geraken, zouden de heeren Denis en Vandervelde dus Laurent moeten volgen, wiens voorontwerp het beginsel van de vrijwillige erkenning evenals van de gedwongen erkenning huldigt. Zoo niet, zou het aannemen van hun voorstel uitloopen op eene strijdigheid, welke de minst hekelzuchtigen onvermijdelijk zouden

toeschrijven aan verstrooidheid vanwege den wetgever. Ook zouden zij, met Laurent, moeten trachten ergernis te vermijden en, op straffe van nietigheid, den ambtenaar van den burgerlijken stand moeten verbieden de aangiften te ontvangen en aan te teekenen, waaruit zou kunnen afgeleid worden dat het kind is geboren uit eenen overspeligen of bloedschendigen handel (1).

Een der zeldzame schrijvers, die op dat gebied Laurent's stelsel volgden, de heer Amiable, rechtvaardigt de artikelen 331 en volgende van het voorontwerp van den geleerden Belgischen schrijver.

« Men behoort, zegt hij, te verbieden en nietig te verklaren de schaam- » telooze en overigens nuttelooze vermelding, waarbij de aangever als 't » ware zijne eigene schande zou willen openbaren, door te bekenen dat hij » bloedschennis of overspel pleegde. *Nemo auditur propriam turpitudinem » allegans*. De akte zal geldig zijn; doch de schandelijke vermelding wordt » beschouwd als niet geschreven » (2).

Dergelijke bepaling zou nog al goed overeenkomen met die van artikel 58 van 't Burgerlijk Wetboek, dat den ambtenaar van den burgerlijken stand verbiedt, in de door hem te ontvangen akten, hetzij bij nota of bij welke vermelding ook, iets anders op te nemen dan wat door de voor hem verschijnenden moet worden aangegeven. Doch zij schijnt ondoelmatig en getuigt van de verlegenheid der voorstellers, die, al laten zij toe de erkenning van en het onderzoek naar het vaderschap en moederschap van in overspel of bloedschande verwekte kinderen, toch trachten het schandelijk uitwerksel daarvan weg te nemen of te verzachten.

Is de eenvoudige vermelding dier afstamming schandelijk, dan is het vaststellen van het feit zelf het nog veel meer; en hetzij die vaststelling het gevolg weze van een vonnis of van eene akte van den burgerlijken stand, zij zou altijd hetzelfde uitwerksel hebben. Dat ware, om zoo te zeggen, vereenigingen bekrachtigen, die worden veroordeeld door de natuur, door onze zeden en door het positief recht van alle beschaafde volken.

Deze bedenkingen zijn onbetwistbaar gegrond, wat betreft de erkenning van uit bloedschande ontstane afstamming. Doch is het voor het kind, vrucht van eene monsterachtige vereeniging, martelaar van eene ongenadige natuurwet, niet beter dat het nooit zijnen oorsprong kent en doorgaat voor een eenvoudig onwettig kind, in de hedendaagsche samenleving, die meer goedertieren, zooniet rechtvaardiger is geworden jegens kinderen van dat slag?

Ongetwijfeld bestaan niet dezelfde bezwaren voor de erkenning van het in overspel verwekte kind. Doch kan men loochenen dat deze erkenning stoor- nis zou aanrichten in de familiën, zedenloosheid zou aanmoedigen en onvermijdelijk, in onze wetgeving, een nieuw geval van verbreking van den

(1) Voorontwerp tot herziening van het Burgerlijk Wetboek, art. 331 en vlg.

(2) *De la preuve de la paternité hors mariage*, blz. 163.

huwelijksband zou verwekken? Wij denken overigens dat het in overspel verwekte kind er geen belang hoegenaamd bij heeft, het kind te zijn van eenen vader of eene moeder, welke nooit door het huwelijk kunnen verbonden worden. Verstooten door de familie, waaraan het door 't bloed is verbonden, zou het tot schande verstrekken aan eene samenleving, welker wetten en zeden overspel veroordeelen.

Met vijf stemmen tegen ééne, verwierp de Middenafdeeling het voorstel der heeren Denis en Vandervelde.

Het wordt goed verstaan dat de daareven door ons bedoelde kinderen behooren tot het slag van de kinderen in bloedschande verwekt door personen tusschen welke geen huwelijk kan worden gesloten, uit hoofde van bloed- of aanverwantschap in de rechte lijn, of uit hoofde van bloedverwantschap in de zijlijn in den tweeden graad.

De artikelen 335 en 342 van 't Burgerlijk Wetboek verbieden de vrijwillige en de gedwongen erkenning van alle in bloedschande verwekte kinderen, zelfs van diegene gesproten uit ouders, wier huwelijk later kan worden veroorloofd mits dispensatie. Dat schijnt ons overdreven streng, en in meest alle gevallen in strijd met de gezonde reden. De natuur dreef evenmin hare eischen zoo ver.

Het minst gunstig geval is het huwelijk tusschen oom en nicht, of tusschen moei en neef. In dit uitzonderlijk geval, namen het kerkelijk recht en ons burgerlijk recht het huwelijk steeds aan mits dispensatie.

Daar het huwelijk kan worden toegelaten, is het ten minste redelijk dat de erkenning en het onderzoek naar het vaderschap ook kunnen toegelaten worden.

Derhalve stellen wij voor, terug te komen tot artikel 3 van het ontwerp der herzieningscommissie, overgenomen door de heeren Lejeune en Begerem, en te zeggen :

« Tot het onderzoek naar het vaderschap worden niet toegelaten : 1° De » kinderen geboren uit personen van welke één, op het tijdstip der bevruchting, door het huwelijk was verbonden met een ander persoon; 2° de » kinderen geboren uit personen tusschen welke het huwelijk is verboden, » uit hoofde van bloed- of aanverwantschap in de rechte lijn, of uit hoofde » van bloedverwantschap in de zijlijn in den tweeden graad. »

Eenparig vereenigde de Middenafdeeling zich met de wijziging in het Burgerlijk Wetboek, die uit deze bepaling voortspuit.

Onderzoek naar het moederschap.

Het voorstel der heeren Mabilie en medeleden bedoelt ook het onderzoek naar het moederschap, reeds in beginsel toegelaten bij artikel 341 van het Burgerlijk Wetboek.

« Dit artikel, zeggen zij, laat het bewijs door getuigen toe, dat steunt » op een begin van schriftelijk bewijs; er dient te worden beslist dat ook

» het bewijs van het moederschap zal kunnen voortspuiten uit het bezit » van staat. »

Onze achtbare medeleden stellen dus voor, bij het in artikel 341 voorziene schriftelijk bewijs te voegen « de vermoedens of aanwijzingen, voortvloeiende uit reeds vaststaande feiten, genoegzaam zwaarwichtig om het bewijs toe te laten ».

Men mag zeggen dat deze bepaling het derde lid van hun artikel, hetwelk het bezit van staat beoogt, nutteloos maakt.

't Is trouwens blijkbaar, dat de zwaarwichtige vermoedens of aanwijzingen, in het tweede lid, het bezit van staat van onwettig kind bevatten.

Toch is de meerderheid der Middenafdeeling van oordeel dat het 4^e lid dient te worden behouden. Zij meent, dat het onderzoek naar het moederschap dient te worden toegelaten op denzelfden voet als het onderzoek naar het vaderschap.

Onverjaarbaarheid van den eisch.

De aandacht der Middenafdeeling werd gevestigd op het artikel der wetsvoorstellen betreffende de onverjaarbaarheid van de rechtsvordering tot inroeping van den staat van onwettig kind. Moet men — wel te verstaan wat het kind betreft — de rechtsvordering voor immer onverjaarbaar maken?

Sommigen denken dat het gevaarlijk kan zijn het kind, lang na zijne meerderjarigheid en na het overlijden zijns vaders of moeders, den eisch tot onderzoek naar het vaderschap of moederschap toe te staan. Die gevaren schijnen ons meer denkbeeldig dan wezenlijk te zijn. Hoe het ook moge wezen, de Middenafdeeling is van gevoelen dat er in deze niet hoeft afgeweken te worden van het gemeene recht : welnu, naar luid van artikel 528, is de eisch tot het opvorderen van staat onverjaarbaar, wat het kind betreft. En wat de erfgenamen van het kind betreft, vereenigen wij ons met de zienswijze van de opvatters der verschillende voorstellen, om de artikelen 529 en 530 van 't Burgerlijk Wetboek, welke de afstamming der wettige kinderen regelen, van toepassing te maken op het onderzoek naar het vaderschap en het moederschap.

Naam des kinds.

Artikel 11 van het ontwerp der Commissie tot herziening van het Burgerlijk Wetboek, opgenomen in de ontwerpen der heeren Lejeune en Begerem en in het wetsvoorstel der heeren Denis en Vandervelde, werd niet overgenomen in het voorstel der heeren Mabilie en medeleden.

Wij achten zulks eene gewilde en gegronde weglating.

Door te bepalen dat « het kind den naam neemt van den vader, aan wien het verklaard is toe te behooren », zou de wetgever eene vraag oplossen, die door de rechtsleer en de rechtspraak van het bestuur werd opgeworpen aangaande den familienaam, aan het kind te geven.

In de practijk wordt de familienaam niet gevoegd bij de voornamen aan het kind gegeven. Hij moet er niet worden aan toegevoegd, zeggen de heeren Wouters en Roland, want 't is niet uit de geboorteakte, maar wel uit de wet dat voor het kind het recht voortspruit om eenen familienaam te voeren: die naam hangt af van dien des vaders of der moeder (1).

Die zienswijze komt overeen met artikel 57 van 't Burgerlijk Wetboek, waarin wordt opgesomd al wat hoeft te worden vermeld in de akte van den burgerlijken stand. En daaronder komt de familienaam niet voor. Dus is het een misbruik, wanneer de ambtenaar van den burgerlijken stand, in sommige gemeenten, in de geboorteakte van een onwettig kind dit laatste den naam geeft van den vader of de moeder die het erkent (2).

Daar die vermelding evenmin geldig is voor het wettig als voor het vrijwillig erkend wettig kind, ware het onredelijk en zou het met de rechtsbeginselen weinig overeenstemmen in eene afzonderlijke wet te beslissen dat het gerechtelijk erkende kind den naam aanneemt van den vader tot wien het verklaard werd toe te behooren.

Eenparig stemde de Middenafdeeling in met de weglating, door de heeren Mabilie en medeleden voorgesteld.

Onderhoud van het kind.

De heeren Mabilie en medeleden laten insgelijks ter zijde de bepalingen der oorspronkelijke ontwerpen betreffende de voeding, het onderhoud en de opvoeding van het in rechte erkende kind. In de toelichting van hun voorstel geven zij de redenen op, die in rechtsopzicht gelden voor de weglating van artikel 12 van het ontwerp Lejeune.

« 't Is te begrijpen, zeggen zij, dat dergelijke bepalingen moesten voor-
 » komen in het ontwerp tot algemeene omwerking van het Wetboek, door
 » de herzieningscommissie opgemaakt: ze dienden neergeschreven in de
 » afdeeling, gewijd aan onechte afstamming. Doch minder gepast
 » komen zij voor in eene hervorming die is beperkt tot het wijzigen van de
 » artikelen 340 en 341. De rechten van het onechte kind zijn dezelfde in
 » geval van vrijwillige en van gedwongen erkenning. Dus is het weinig
 » methodisch uiteen te zetten, als gevolgen van de verklaring van het
 » vaderschap of van het moederschap door de rechtbanken, wat de
 » rechtspraak, het stelsel van 't Burgerlijk Wetboek getrouw uitleggende,
 » reeds nu beschouwt als de rechtsgevolgen van de erkenning over 't al-
 » gemeen. »

Deze opmerkingen zijn gegrond, vooral wat voeding, onderhoud en opvoeding betreft; dat punt werd door de rechtspraak en de rechtsleer

(1) WOUTERS et LORAND, *Guide pratique de l'officier de l'état civil de Belgique*, n° 379, uitgave 1897.

(2) Dat misbruik werd door den heer Gouverneur van Brabant den 7ⁿ November 1902 aangeklaagd bij den heer Minister van Justitie, die de opmerkingen van den heer Vergote overmaakte aan de ambtenaren van den burgerlijken stand in gansch het land.

geregeld. Doch het ontwerp Lejeune, hetzelfde als dit der herzieningscommissie, regelt daarenboven het onderhoud of den onderhoudslast tusschen onwettige bloedverwanten en past daarop de artikelen 205 tot 211 van 't Burgerlijk Wetboek toe. De rechtsleer en de rechtspraak kunnen die punten niet oplossen; deze dienen te worden geregeld, doch kunnen het enkel worden door gezamenlijke bepalingen betreffende de natuurlijke afstamming. Welnu, zooals de heeren Mabilie en medeleden met reden doen opmerken, is de hervorming, welke de Middenafdeeling had te onderzoeken, beperkt tot de wijziging in de artikelen 340 en 341. Daar mag zoo weinig mogelijk van afgeweken worden.

De Middenafdeeling nam die redenen aan. Daarenboven verwierp zij, met vijf stemmen tegen ééne, de door de heeren Denis en Vandervelde voorgestelde bepaling, krachtens welke het onderhoud zou ten laste vallen van den vader, vóór de moeder en dezer ouders.

Deze bepaling is ontleend aan het Burgerlijk Wetboek van het Duitsche Rijk; doch in artikel 1709 van dat Wetboek wordt bedoeld de eisch wegens onderhoud, ingesteld tegen hem die voor den vader van het kind wordt gehouden, en het is algemeen bekend dat het kind in de familie zijner moeder treedt, alsof het wettig ware. 't Is te begrijpen dat volgens dit stelsel de Duitsche wet meer toegevend is voor de moeder dan voor den vader; doch wij meenen dat niet de wetgever, maar wel de rechter behoort te bepalen welk aandeel in de verantwoordelijkheid de vader en de moeder heeft, in de onderstelling dat het kind zou erkend zijn of beschouwd wordt als erkend zijnde door den vader en de moeder. Artikel 230 van 't Burgerlijk Wetboek, hetwelk bepaalt dat de echtgenooten te zamen, door de enkele daad van het huwelijk, de verplichting aangaan hunne kinderen te voeden, te onderhouden en op te voeden, zou hier juister van toepassing zijn. Wel is waar zou, in onze onderstelling, het huwelijk niet kunnen dienen tot grondslag voor de verplichting tot onderhoud; doch behalve in sommige uitzonderlijke gevallen, daar de schuld aan beiden ligt, zullen beiden ze moeten herstellen.

Hoe het ook weze, het voorstel schijnt niet aanneembaar, gezien de bedingen, uiteengezet door de heeren Mabilie en medeleden, waarmede de Middenafdeeling zich vereenigde. Met 5 stemmen tegen 1, wees zij het voorstel der heeren Denis en Vandervelde af.

Het voorstel der heeren Denis en Vandervelde werpt, ten slotte, een laatste vraagstuk op, waarvan de oplossing in bevestigenden zin zou afwijken van de door ons onderzochte ontwerpen en voorstellen. De achtbare leden willen dat, voor de kinderen wier afstamming niet kon worden vastgesteld, het onderhoud ten laste van den Staat zou vallen.

Bedoelen zij in overspel of bloedschande verwekte kinderen, welker afstamming blijkt uit eene rechterlijke akte of uit de bekentenis hunner ouders, dan bestaat de verplichting tot onderhoud. Voor alle andere onwettige kinderen, zullen de openbare machten ongetwijfeld vaak moeten optreden, doch dient dat als een beginsel te worden aangenomen?

« De wet, zegt de heer Pouzol, die het beginsel zelf van het onderzoek

naar het vaderschap huldigt en bij den man het gevoel van verantwoordelijkheid opwekt, bevredigt alle sociale behoeften; men gaat het beoogde doel te keer, komt diegenen ter hulp voor wie het huiselijk familieleven een last schijnt, wanneer men hun laat denken dat de Staat, onder welk voorwendsel ook, hunne plaats zou kunnen innemen. »

Wij beamen deze bedenkingen, die ons volkomen gepast schijnen. Het oogenblik is overigens niet gekomen, om ons bezig te houden met het lot der kinderen welker afstamming niet kon vastgesteld worden. Het slag van kinderen, door de heeren Denis en Vandervelde bedoeld, zal waarschijnlijk worden opgenomen onder de verlaten kinderen. Het door hen voorgesteld artikel schijnt overigens slechts den wensch te uiten, dat de wetgever zich daarmee zou inlaten. Met dien wensch kunnen wij ons vereenigen, zonder hem in de wet neer te schrijven.

De te nemen maatregelen om bescherming en bijstand te verzekeren aan kinderen welker afstamming niet kon vastgesteld worden en die behoeftig zouden zijn, zullen beter op hunne plaats komen in de ontwerpen of voorstellen betreffende de bescherming der kindsheid.

Schadevergoeding toe te kennen aan het moedergemaakt meisje.

De door ons onderzochte ontwerpen en voorstellen betreffende het onderzoek naar het vaderschap handelen niet over de vraag of aan de vrouw een eisch tot schadevergoeding moet toegestaan worden, ingeval het onderzoek naar het vaderschap wordt toegelaten.

De rechtsleer, bekrachtigd door de rechtspraak, neemt aan, dat, zoo het vaderschap wordt bekend en zoo er eene verbintenis wordt genomen ten voordeele van de moeder en de kinderen, er schadevergoeding dient te worden toegestaan.

Laurent stelt voor, dit beginsel in de wet op te nemen (1). In de door ons behandelde voorstellen wordt, evenmin als in het ontwerp der herzieningscommissie, dat recht aan de vrouw verleend. De heer Van Berchem wijst het af, alsmede al de ontwerpen die aan de vrouw eenen eisch tot schade-loosstelling toelaten, tenzij voor eene den man te wijten schuld. Alle vergoeding wordt haar ontzegd, zoo zij enkel toegaf aan zinsgenot en hartstocht, kortom, zoo zij zich vrijwillig overleverde (2).

Het stilzwijgen der heeren Mabilie en medeleden, Denis en Vandervelde schijnt aan te duiden dat zij zich vereenigen met het stelsel der commissie tot herziening van 't Burgerlijk Wetboek. Hoe ook, de Middenafdeeling is van gevoelen dat men zich hoeft te gedragen aan het gemeene recht; zoo er eene verbintenis werd aangegaan, dan zal de overeenkomst als wet gelden voor partijen; bestaat er bedrog of schuld, dan is artikel 1382 van toepassing. De ontwerpen en voorstellen bedoelen de door het kind of voor

(1) Voorontwerp, art. 320.

(2) Verslag, blz. 432.

het kind ingestelde rechtsvordering ; men hoeft zich hier bezig te houden alleen met de belangen van het kind.

De Middenafdeeling vereenigt zich met de overige bepalingen van het voorstel der heeren Mabilie en medeleden. Deze bepalingen zijn gedeeltelijk ontleend aan de artikelen van het ontwerp der herzieningscommissie, overgenomen door de heeren Lejeune en Begerem ; anderzijds, voorzien zij zekere maatregelen om feitelijk het instellen van de rechtsvordering te vergemakkelijken ; eindelijk, zij regelen de te volgen rechtspleging bij het onderzoek naar het vaderschap en moederschap.

Wij hadden de eer drie verslagen op te stellen over de ontwerpen Lejeune en Begerem, die de bescherming der kindsheid regelen. Den 16ⁿ December 1904 werd dienaangaande een voorstel door den heer Denis overgelegd. « Het meerendeel zijner bepalingen, zoo wordt in de toelichting gezegd, staan in verband met het verslag van den heer Colaert en met de amendementen der Middenafdeeling van 1897. » Dit verslag zou, *mutatis mutandis*, kunnen overgenomen worden en tot grondslag dienen voor de behandeling en de oplossing van een vraagstuk dat steeds aanhangig is bij de openbare denkwijze, al staat het niet meer aan de dagorde der Kamer.

Moge het Parlement tijd vinden om eindelijk het openbaar onderzoek aan te vangen van een werk dat sedert meer dan zestien jaar op het getouw staat en dat de heer Denis met reden *een werk van maatschappelijke bescherming* heet !

De Verslaggever,

R. COLAERT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.



NOTA DER MINDERHEID

In overspel en in bloedschande geteelde kinderen.

Nu iederéén de strengheid tracht te verzachten van artikel 340, het welk een geleerde rechtskundige, de heer Galopin, het slechtste artikel van het Burgerlijk Wetboek achtte, schijnt het dat men, door eene klasse slachtoffers van drift, geilheid en verraad ter zijde te stellen, eene wreede bevestiging geeft aan het onrecht dat op hen drukt, en men hun als 't ware met het merke eener eeuwige schande stort in den kolk van ongenoemde afstammigen vaderschap; ons voorstel strekt om deze onrechtvaardigheid inde wet niet meer te vernieuwen. Wel weten wij dat men, om deze uitzondering te handhaven, de ernstigste zedelijke redenen inroept, doch om ze te weren, doen wij ook een beroep op de voorschriften der zedenleer.

« Overspel en bloedschennis, zegde onlangs een uitstekend magistraat, de heer procureur-generaal Janssens, worden terecht geschandvlekt, en de wetgever, in 't midden der Natie geplaatst, omdat zijn werk de behoeften, den geest en de meeningen van allen moet weerspiegelen, heeft tot plicht, niet de denkbeelden, welke maar al te zeer gerechtvaardigd zijn door de noodwendigheden van de zedenleer en het belang der samenleving, tegen te werken, door te trachten diegenen, welke uit dergelijke betrekkingen zijn voortgesproten, in hunne rechten te herstellen of ze ten minste, door een soort van wettelijke bekrachtiging, te veroorloven ze voor het gerecht te erkennen. » 't Is dus op de behoeften der zedenleer, op de noodzakelijkheid om de instelling van het huwelijk te vrijwaren, dat men steunen wil; in die taal vindt men de ingeving terug, welke den tribuun Lahary bezielde in zijn verslag: « De geboorte van een kind, in bloedschande of overspel geteeld, zegde hij, is eene wezenlijke ramp voor de zeden. Verre van eenig spoor van zijn bestaan te behouden, ware het te wenschen dat men zelfs de herinnering daaraan kon uitwischen. In dien geest en met dat inzicht is het artikel opgevat. Schandvlekt men aldus het schenden van den heiligen band des huwelijks, dan vereert men hem op de nuttigste wijze. Zou er iets meer onzedelijk en meer in strijd zijn met de eischen der samenleving, dan de bescherming der wet te verzekeren aan dat gedrochtelijk kind, dat voor eenige levensmiddelen welke het zich overigens kan aanschaffen, zijne verwekkers zou beschuldigen hem door eene misdaad de geboorte te hebben verschaft? » (1).

In dergelijke zaak moet men vooral acht geven op de zuiverste en verhevenste getuigenissen: « Ik kan niet aannemen, zegde eene geëerbiedigde vrouw, verslaggeefster op het Congres voor vrouwenrecht, dat een gehuwd

(1) Locut, VI, blz. 264-269.

man, omdat hij is gehuwd, de verantwoordelijkheid voor zijne daden zou kunnen ontgaan. Dat ware waarlijk al te gemakkelijk. Zoodoende zou de wet al de gehuwde mannen beschermen, die lafhartig en ellendig genoeg zijn om twee vrouwen te gelijk te verraden : de wettige vrouw en de bij toeval ontmoete vrouw, en zij zouden volkomen gerust schade en verwoesting in alle gezinnen kunnen aanrichten. Neen, dat is niet mogelijk, met het oog op de sociale zedenleer (1).

Wat is er aan die taal van het reinste geweten toe te voegen? Ons voorstel strekt om het beginsel van 's menschen verantwoordelijkheid toe te passen overal waar het mogelijk is, er al de wettige gevolgen uit af te leiden, en het kan niet ophouden juist daar waar zijne toepassing van den ergsten aard wordt, vermits het noodzakelijk is gericht tegen eene tweevoudige schending der zedelijke wet; dit voorstel kan geene onbeperkte onstrafbaarheid begrijpen, daar waar de meest uitgebreide verantwoordelijkheid blijkt; het strekt om de verheven instelling van het huwelijk te bevestigen door de vrees voor die verantwoordelijkheid en voor al hare gevolgen, en wij kunnen niet aannemen dat men de juridische opvatting van den zuiversten der banden verbindt met eene wezenlijke straffeloosheid voor de hatelijkste schending van dien band.

Men beweert dat het onderzoek in zulk geval niet kan leiden tot een huwelijk en dat daarom de vraag te verwerpen is; maar het is integendeel eene omstandigheid te meer om de verantwoordelijkheid te vermeerderen voor den pleger van een niet te herstellen kwaad, van eenen onoverkomelijken toestand, en de strengheid van den wetgever zal ongetwijfeld nog meer bijdragen om de oogen te openen van hen die geneigd zouden zijn toe te geven aan schuldige drift.

De wettelijke bekrachtiging, die men verwerpt, is die van de natuurlijke gevolgen eener daad en niet die van de daad zelve, welke hierdoor wordt geschandvlekt, dat de wet aan die daad dezer natuurlijke gevolgen oplegt. Wat betreft het kind zelf, rampzalig slachtoffer, de wet moet het niet in zijne eer herstellen, omdat het niet schuldig is; zij moet het beschermen tegen den schuldige; en, zooals Amiable verder antwoordde aan Lahary, « niet het kind, aan hetwelk geen onderhoud wordt verleend, is *gedrochtelijk*, maar wel de vader die hem dien onderhoud weigert, de wetgever die welwillend bijdraagt tot dergelijke eerloosheid. En in welke onderstelling plaatst zich die gedrochtelijke wetgever? Juist in die welke zich herhaaldelijk voordeed voor de rechtbanken, welker rechters soms schadevergoeding toekenden aan het verleide meisje, moeder gemaakt door een gehuwd man » (2).

Aangaande de vrees voor ergernis, ingeroepen tegen het onderzoek naar afstamming ten gevolge van overspel of bloedschande, hebben Fr. Laurent en Amiable welsprekend geantwoord aan hen die ze inroepen (3). De wet die den echtgenoot veroorlooft het kind zijner vrouw te verloochenen, die den

(1) MEV. II. DENIS, Verslag op het feministisch Congres te Gent.

(2) AMIABLE, *La paternité hors mariage*, blz. 162.

(3) *Ibid.*, blz. 162. F. LAURENT, voorontwerp, II, blz. 144.

eisch tot echtscheiding wegens overspel huldigt, die al wie er belang bij heeft, den eisch tot nietigverklaring van het huwelijk op grond van de artikelen 161 en 162 van 't Burgerlijk Wetboek toestaat, de wet deinsde niet terug voor de ergernis van eene gerechtelijke vaststelling van overspel, van dubbel huwelijk, van bloedschennis. In elk van die gevallen, mag de afstamming uit overspel of bloedschande voor het gerecht worden bewezen; hoe kan men dus met de opstellers van het ontwerp tot herziening van 't Burgerlijk Wetboek beweren(1), dat de openbare zedelijkheid en het sociaal belang een hunner voornaamste waarborgen, eene van hunne doelmatigste bekrachtigingen vinden in het verbod om de afstamming op te sporen van kinderen, ontstaan uit overspel en bloedschande? Men moet zich omtrent de beteekenis der woorden erg vergissen, om een verbod, dat uitsluitend een tweevoudigen aanslag op de zedenleer en de menschheid onttrekt aan alle bekrachtiging van welken aard ook, als *zedelijke bekrachtiging* te beschouwen. En wat de waarborgen betreft, is het eene zonderlinge wijze om het huwelijk te verdedigen tegen de aanvallen van overspel en het te vereeren, wanneer men, volgens eene heerlijke uitdrukking van Viviani, de verraden familie tot beukelaar tegen den eisch van het verlaten kind aanwendt. Integendeel moet men de waardigheid van het huwelijk aangansch die schandelijke gemeenschap onttrekken.

In 1883 heeft men Laurent, die den edelen moed had de eerste in België dat geducht vraagstuk aan te durven, en zijnen voorgangers het verwijt toegestuurd dat zij *geweldig* waren afgeweken van de wetten van meest alle landen; Laurent, die een machtig redeneerkundige was, gaf ongetwijfeld toe aan eene opwelling van zijn geweten; doch gansch het artikel 340 was daarvan het voorwerp, zoozeer als het verbod in artikel 33. De opeenhoo핑 der misbruiken en het uitblijven van hervormingen verwekken die volstreckte tegenwerking, welke niets anders is dan opeengehoopte gerechtigheid. Overigens hebben de voornaamste voorloopers van Laurent, Accollas (in 1865), Baret (in 1872), evenals hij, in hunne werken gansch het vraagstuk van het onderzoek naar het vaderschap omvat.

Men dient den moed te bezitten om de meest afzichtelijke wonden te peilen. Durkheim heeft de in het verleden van het menschedom reeds uiterst ver afgelegen wordingsgeschiedenis van het verbod van bloedschennis, *een van de bij ons het sterkst ingewortelde beginselen onzer zedenleer* (2), uiteengezet. Wat door duizenden jaren werd ingeplant in het hedendaagsch geweten, trachten de economische en sociale omstandigheden, in den schoot der meest gevorderde beschavingen, thans zelfs, in onze omgeving, in zeker midden, onophoudend uit te wisschen. In eene Brusselsche wijk, waar 904 werkmansgezinnen wonen, heeft men, ten gevolge van het uiterst nauwgezet onderzoek, van 1903 tot 1905 ingesteld door het Brusselsche Beschermingscomiteit, 427 van die huishoudens gevonden, waar « meisjes en jongens, nog heel jeugdig of volwassen, gedwongen zijn te wonen

(1) Oorkonden der Kamer, 16 November 1894, n° 12, blz. 584.

(2) DURKHEIM, *La prohibition de l'inceste*. (*Année sociologique*, I, blz. 37.)

in de eenige kamer waarover zij beschikken, en voor 't meerendeel te slapen in een zelfde bed of boven elkander geplaatste slaappleatsen. Deze tot het uiterste gedreven gemeenschap, gepaard met de jammerlijkste zedenloosheid, verwekt bloedschendinge betrekkingen, zooals uit het verslag is gebleken. Men heeft ondervonden dat er afschuwelijke gemeenschap bestaat tusschen broeders en zusters, vaders en dochters, zelfs moeders en zonen (1). »

Het sociaal vraagstuk kan zich onder geen verschrikkelijker daglicht voordoen. Dergelijke feiten werden reeds tien jaar vroeger bekend gemaakt door het eerste en zoo merkwaardig onderzoek, ingesteld door de heeren Lagasse en De Queker.

De bestaande nauwe gemeenschap doet vreezen dat er ook elders dezelfde aanslagen op de zedelijkheid worden gepleegd (2).

Komt hier niet te pas het verschrikkelijk gezegde van Quetelet, toen hij wees op het voortbestaan van misdaad in onze hedendaagsche samenleving : de samenleving wapent den arm des misdadigers. Zoop de samenleving zulke maatschappelijke toestanden laat voortbestaan, dat er in gegeven zedelijke omstandigheden afstamming uit bloedschande ontstaat, hoe kan zij dan haar aandeel van verantwoordelijkheid daarvoor verloochenen? En diezelfde samenleving, welke zich beroept op de noodwendigheden der zedenleer, waarop zij de schandelijkste aanslagen laat plegen, alsmede op haar eigen belang, dat zij miskent, zou zich nog verzetten tegen het wettelijk erkennen van eene afstamming die zij laat tot stand komen, 't is te zeggen dat zij met een enkelen pennetrek hare eigene en tevens de persoonlijke verantwoordelijkheid zou schrappen. Blijkt het niet zonneklaar, dat integendeel op haar deze dubbele plicht berust : de algemeene oorzaken van dat afschuwelijk kwaad doen verdwijnen, — dat is haar aandeel in de verantwoordelijkheid, — en, in de bestaande gevallen, de persoonlijke verantwoordelijkheid en het recht der slachtoffers bekrachtigen.

De achtbare verslaggever wijst ons voorstel van de hand, omdat het zou moeten aangevuld worden door wetsbepalingen betreffende het erkennen van in overspel of bloedschande verwekte kinderen, en betreffende het verbod om eene eerlooze afstamming bekend te maken. Wie kan betwijfelen, dat wij hiervoor zonder aarzelen de artikelen zouden aannemen, welke Laurent en Amiable voorstelden?

Vermelden wij ze hier niet, dan is 't omdat het wezenlijk oogmerk der wetsvoorstellen is, *de eisch tot verklaring van vaderschap* en niet de erkenning. Eenmaal de eisch toegelaten, zal niets gemakkelijker gaan dan de bepalingen betreffende de erkenning te herzien.

Toch moet ik bekennen, dat ik, na die afgrijselijke wonden onzer beschaving te hebben gepeild, met smart en beschaamdheid zien zou, dat de wetgever, de opperste tolk eener samenleving welke haren plicht niet vervult,

(1) *Enquête sur les habitations ouvrières*, 1, 6^e section ; verslag van den heer Hellemans, blz. 19.

(2) Zie verslag van den heer Mahaim, over de werkmanswoningen te Luik 1897, blz. 43.

zich zou verschuilen achter eene rechtspleging, die hem verschoont voor eene gewetensuiting.

En waar de achtbare verslaggever eenvoudig bijvoegt dat, zoo de enkele vermelding van *de afstamming hier schandelijk is, het vaststellen van het feit nog schandelijker is, hetzij die vaststelling volge uit een vonnis of uit eene akte van erkenning*, bewijst hij te veel; hij vergeet te vragen dat de artikelen over de ongeldigheid van het huwelijk en het verloochenen van het vaderschap, die kunnen uitloopen op het vaststellen van de bloedschande, worden ingetrokken; hij vergeet, dat de wet aan die rampzaligen levensonderhoud verzekert. Nam de wetgever deze bepaling slechts op om ze ingebeeld en logenachtig te maken? (1)

Nochtans erkennen zelfs diegenen welke het onderscheid handhaven tusschen natuurlijke kinderen en in bloedschande of overspel verwekte kinderen, steeds meer dat het dringend noodzakelijk is, hun ten minste den noodigen levensonderstand te verzekeren en daardoor de gevoelens van medelijden en menschlievendheid te bevredigen. Ik herinnerde het daareven, 't Burgerlijk Wetboek kent reeds onderhoudskosten toe aan die rampzalige kinderen, doch in welke gevallen? In de uitzonderlijke gevallen wanneer de afstamming van het kind is vastgesteld, onverminderd eene opzoeking of eene erkenning, welke de wet volstrekt verbiedt. Daar heeft Laurent, met zijne onwrikbare dialectiek, de stijdigheid aangetoond van den wetgever, die een recht verkondigt en dezes uitoefening nagenoeg volkomen nietig maakt. Daar ook ontrolt zich gansch de aaneenschakeling zijner denkbeelden: heeft het in overspel of bloedschande geteelde kind rechten, niet alleen op onderhoudskosten maar ook op opvoeding, is het dan niet noodig dat zijn staat wettelijk worde vastgesteld, en moet hem dan daartoe niet het onderzoek naar het vaderschap en het moederschap worden toegekend?

De opstellers van het ontwerp tot herziening van het Burgerlijk Wetboek hebben geworsteld tegen de strijdigheden van de burgerlijke wet; en artikel 46, dat zij ten slotte voorstellen (2) en waarop de heer procureur-generaal Janssens nog steunt, getuigt van hunne menschlievende gedachte.

Doch het blijkt maar al te zeer dat hun werk slechts eene gedeeltelijke oplossing is; zij nemen het recht op *onderhoudskosten* (want daarbij bepalen zij zich) slechts aan wanneer de afstamming is vastgesteld door een vonnis of door eene bekentenis in eene authentieke akte. Zelfs verwerpen zij de door

(1) Ziehier de bepalingen van Laurent, die wij voorzeker van nu af aannemen :

Art. 531. — Het moederschap van het kind wordt bewezen door de geboorteakte, waarin de moeder wordt aangeduid. Doch op straf van ongeldigheid, is het den ambtenaar ontzegd verklaringen aan te nemen en in te schrijven, waaruit kan worden afgeleid dat het kind is geboren uit overspel of uit bloedschande.

Art. 533. — Het kind kan worden erkend, doch op straf van ongeldigheid is het verboden in de akte van erkenning welke vermelding ook op te nemen, waaruit kan worden afgeleid dat het geboren is uit overspel of uit bloedschande.

(2) Oorkonden der Kamer, n° 12, blz. 421.

de Italiaansche wet aangenomen onderhandsche akte, aan welke zij ten laste leggen dat zij reeds *te verre gaat*. Het schijnt klaar, dat dit zelfs geene bepaalde of subsidiaire oplossing van het vraagstuk is. Hoe kan men overigens *a priori* dat onverjaarbaar recht des kinds op onderhoudskosten ondergeschikt maken aan den wil van hem die het in 't leven riep?

Mannen, die zoozeer bezorgd waren om de sociale als om de rechtskundige zijde van het vraagstuk, hebben, in eene erg spitsvondige verschil-making, die het hoofdkenmerk van het Germaansche recht is, de voorwaarde tot oplossing van het vraagstuk des onderzoeks naar het vaderschap gezocht, welke oplossing den hoogsten graad van algemeenheid zou kunnen bereiken, en daardoor, in de gevallen welke wij beoogen, ten minste eene bevrediging aan de menschheid verschaft. Dit deed de heer Ed. Vandersmissen, in zijne moedige studie over : *Recherche de la paternité*.

Hij maakte een onderscheid tusschen het *voor zeker gehouden* en het *aangegeven* vaderschap, aan eerstgemeld het recht op onderhoudskosten verbindend, en aan laatstgemeld al de rechten welke het Burgerlijk Wetboek hecht aan de erkenning van het onwettig kind, de bekrachtiging van het feitelijk voor zeker gehouden vaderschap doende afhangen van vastgestelde samenwoning, en het eigenlijk onderzoek naar het vaderschap onderwerpend aan de beperkte voorwaarden, waaraan de heeren Mabilie en medeleden zelve dat onderzoek onderwierpen.

Met ons neemt de heer Vandersmissen in zijn voorstel de bepalingen der Duitsche wet over, welke wij zelve hebben aangenomen, en welke strekken om omstandig en op de meest billijke en practische wijze te bepalen niet enkel de rechten der natuurlijke moeder, maar ook de wijze waarop de vader zijne verplichtingen moet nakomen. Daarin zoekt hij de reden voor de verplichtingen van den *voor zeker gehouden vader*.

Dat is wel degelijk de geest der Duitsche wetgeving.

« Het Duitsche Burgerlijk Wetboek, zegt de heer A. Roux, schrijver van het merkwaardig werk *Condition juridique des enfants naturels dans le Code civil allemand*, deelt de onwettige kinderen niet in verschillende klassen in. Niet langer bestaat dit, door het Romeinsche recht ingestelde en door enkele *Particularrechte* overgenomen onderscheid tusschen eenvoudig natuurlijke en in overspel of in bloedschande verwekte kinderen. Het beginsel van ons Fransch Burgerlijk Wetboek, volgens hetwelk *het bekendmaken van eene verborgen ongebondenheid ten aanzien van het maatschappelijk belang nooit wordt opgewogen door het vergoeden van het persoonlijk nadeel*, kwam den Duitschen wetgever niet afdoende voor. Noch in het opzicht der zedenleer, noch in rechtsopzicht achtte hij het nuttig de strenge wet toe te passen op dit slag van natuurlijke kinderen, welke hij behandelt op gelijken voet met eenvoudig natuurlijke kinderen. Ongetwijfeld worden, volgens de opstellers der Memorie van toelichting, de rechten der wettige familie geëerbiedigd, doch huns erachtens worden die van het kind, wat ook zijn oorsprong zij, het evenzeer » (1).

(1) A. Roux, *Conditions juridiques des enfants naturels*, blz. 8.

Is Duitschland, dat deze door menschlievendheid ingegeven beginselen huldigt, minder dan het overige van Europa bezorgd om de waardigheid van het huwelijk en de hechtheid der familie? Het bekommert zich om het lot der slachtoffers, om de verantwoordelijkheid hunner verwekkers, om de sociale verantwoordelijkheid zelve.

In hare conclusiën, nam de Middenafdeeling de bewezen *samenwoning* aan als geschikt om het vaderschap vast te stellen; zodoende, nam zij weg de verschilmaking tusschen de voorwaarden die het *voor zeker gehouden* vaderschap scheiden van het *werkelijk aangegeven* vaderschap, naar het stelsel van den heer Vandersmissen.

Wij kwamen aldus ontegensprekelijk terug tot het beginsel dat de hoofdgedachte is van Laurent's hervormingswerk.

't Is onder die omstandigheden, dat het onderzoek naar het vaderschap van in overspel of in bloedschande verwekte kinderen zich op dit oogenblik opnieuw voordoet. Moest hunne gelijkstelling met andere onwettige kinderen thans op onverwinnelijken tegenstand stuiten, en bekend men evenwel, met ons, dat men namens de gerechtigheid en de menschlievendheid de schier louter onderstelde rechten op onderhoudskosten, welke het Wetboek bekrachtigt, werkelijk dient te bekrachtigen door het onverjaarbaar recht op opvoeding er aan toe te voegen, zou het dan niet mogelijk zijn iedereen over te halen tot eene oplossing, welke, al het overige van het vraagstuk voorbehoudende, en in overspel alsmede in bloedschande verwekte kinderen veroorlovende onderzoek te doen naar hun vader en moeder, in dezelfde gevallen als andere natuurlijke kinderen, hunne rechten zou beperken tot die welke het voorstel des heeren Vandersmissen aan de kinderen verzekert, in geval van voor zeker gehouden afstamming? In dat geval zou het volstaan, aan ons voorstel toe te voegen :

« In overspel of in bloedschande verwekte kinderen hebben ten opzichte huns vaders geene andere rechten dan die welke voortspruiten uit de artikelen 11 tot 16 van dit voorstel. »

Dat stellen wij in ondergeschikte orde voor.

Zoo ik deze slachtoffers van maatschappelijke verdorvenheid hartstochtig verdedigde, dan is het omdat mij, ten gevolge van het overleggen van ons wetsvoorstel, eenige verschrikkelijke gebeurtenissen werden bekend gemaakt. Ik hoorde moeders, in eeuwigen rouw gedompeld, mij de verleiding, de schande harer dochters verhalen, dezer vreugdeloos moederschap, zonder een enkelen glimlach harer kinderen, zich verbergend in schande en ellende, terwijl de verleiders, hunne veiligheid ten toon spreidend te midden van de openbare achting, aan hunne lotsbestemming, aan hunne straffeloosheid de waardigheid en verhevenheid van het huwelijk vastkluisterden.

H. DENIS.



Proposition de loi de MM. Mabillet et Consorts, amendée par la Section centrale

ARTICLE PREMIER.

La recherche de la paternité est autorisée dans les cas suivants :

1° S'il y a aveu de la paternité résultant soit d'actes ou d'écrits quelconques émanés du père prétendu, soit de faits et circonstances dont la réunion caractérise la possession d'état, d'après l'article 321 du Code civil; *soit du concubinage notoire des père et mère à l'époque de la conception* ;

2° Si le père prétendu a été condamné du chef d'enlèvement, du chef d'arrestation, de détention ou de séquestration arbitraires, du chef de viol, ou même du chef d'attentat à la pudeur consommé sans violence sur la personne d'une fille de moins de 14 ans accomplis, lorsque l'époque de ces infractions se rapporte à celle de la conception ;

3° S'il y a eu séduction par promesse de mariage, abus d'autorité ou manœuvres frauduleuses, pourvu qu'il existe un commencement de preuve par écrit de la promesse de mariage, de l'abus d'autorité ou des manœuvres frauduleuses, ou que des présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants soient assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale de ces diverses circonstances.

Le commencement de preuve par écrit résulte de tous actes, écrits, papiers ou lettres émanés d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

Wetsvoorstel uitgaande van de heeren Mabillet en medeleden, gewijzigd door de Middenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

Het onderzoek naar het vaderschap is toegelaten in de navolgende gevallen :

1° Wanneer er is erkenning van het vaderschap, voortvloeiende hetzij uit akten of geschriften van welken aard ook, afkomstig van den onderstelden vader, hetzij uit feiten en omstandigheden die, in onderling verband, het bezit van staat kenmerken volgens artikel 321 van het Burgerlijk Wetboek; *hetzij uit het bekend, niet gewettigd samenwonen van vader en moeder op het tijdstip der bevruchting* ;

2° Wanneer de onderstelde vader is veroordeeld wegens schaking, wegens willekeurige aanhouding, hechtenis of opsluiting, wegens verkrachting of zelfs wegens aanslag op de eerbaarheid, zonder geweld bedreven op den persoon van een meisje beneden den leeftijd van 14 jaren, indien het tijdstip, waarop die misdrijven werden begaan, overeenstemt met dat der bevruchting ;

3° Wanneer er is geweest verleiding door huwelijksbelofte, misbruik van gezag of bedrieglijke handelingen en er aanwezig is een begin van schriftelijk bewijs van de huwelijksbelofte, van het misbruik van gezag of van de bedrieglijke handelingen, of vermoedens of aanwijzingen, voortvloeiende uit reeds vaststaande feiten, genoegzaam zwaarwichtig zijn om het bewijs van deze verschillende omstandigheden door getuigen toe te laten.

Het begin van bewijs bij geschrifte vloeit voort uit alle akten, geschriften, papieren of brieven, afkomstig van eene partij die bij het geschil is betrokken of die, nog in leven zijnde, daarbij belang zou hebben.

Art. 1bis. — Ne sont pas admis à la recherche de la paternité : 1° les enfants nés de personnes dont l'une était, à l'époque de la conception, unie par le mariage avec une autre personne ; 2° les enfants nés de personnes entre lesquelles le mariage est interdit, pour cause de parenté ou d'alliance en ligne directe, ou par cause de parenté en ligne collatérale au deuxième degré.

ART. 2.

Après avoir constaté l'existence des conditions auxquelles la recherche de la paternité est admissible aux termes de l'article premier, le juge décide, suivant les circonstances de la cause, si l'enfant a pour père celui qu'il réclame.

ART. 3.

La recherche de la maternité est admise.

L'enfant qui réclamera sa mère sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée.

Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins que lorsqu'il y aura un commencement de preuve par écrit ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour déterminer l'admission.

La preuve de la maternité peut résulter aussi de faits et circonstances dont la réunion caractérise la possession d'état, d'après l'article 321 du Code civil.

ART. 4.

La mère d'un enfant qu'elle a reconnu peut, pendant la minorité de celui-ci, intenter au nom de l'enfant l'action en recherche de la paternité.

Art. 1bis. — Tot het onderzoek naar het vaderschap worden niet toegelaten : 1° de kinderen geboren uit personen van welke één, op het tijdstip der bevruchting, door het huwelijk was verbonden met een ander persoon ; 2° de kinderen geboren uit personen tusschen welke het huwelijk is verboden, uit hoofde van bloed- of aanverwantschap in de rechte lijn, of uit hoofde van bloedverwantschap in de zijlijn in den tweeden graad.

ART. 2.

Nadat hij heeft vastgesteld het bestaan van de voorwaarden die, overeenkomstig het eerste artikel, worden vereischt tot ontvankelijkheid van het onderzoek naar het vaderschap, beslist de rechter, volgens de toedracht der zaak, of het kind dengene tot vader heeft, dien het voor geeft te hebben.

ART. 3.

Het onderzoek naar het moederschap is toegelaten.

Het kind, dat beweert eene bepaalde vrouw tot moeder te hebben, is gehouden te bewijzen, dat het wezenlijk is hetzelfde kind waarvan deze is bevallen.

Het zal dit bewijs alleen dan door getuigen mogen leveren, wanneer er begin van bewijs bij geschrifte bestaat, of wanneer vermoedens of aanwijzingen, voortvloeiende uit reeds vaststaande feiten, genoegzaam zwaarwichtig zijn om het bewijs door getuigen toe te laten.

Het bewijs van het moederschap kan ook voortvloeien uit feiten en omstandigheden die, in onderling verband, het bezit van staat volgens artikel 321 van het Burgerlijk Wetboek kenmerken.

ART. 4.

De moeder van een door haar erkend kind kan, gedurende zijne minderjarigheid, uit naam van het kind de rechtsvordering tot onderzoek naar het vaderschap instellen.

ART. 5.

Si la mère meurt pendant la minorité de l'enfant qu'elle a reconnu, l'officier de l'état civil, qui a dressé l'acte de décès, doit signaler au juge de paix du domicile de la défunte le fait qui donne lieu à la nomination d'un tuteur. Ce tuteur est nommé par un conseil de famille présidé par le juge de paix et composé par lui de six parents ou alliés de la mère ou citoyens connus pour avoir eu avec elle des relations habituelles d'amitié.

Si le décès de la mère survient après qu'elle a intenté l'action en recherche de la paternité, le tuteur continue l'instance; dans le cas contraire, il peut introduire la demande moyennant l'autorisation du conseil de famille.

ART. 6.

L'officier de l'état civil qui reçoit la déclaration de naissance d'un enfant né de père et mère légalement inconnus doit, dans les vingt quatre heures, informer le juge de paix du domicile de l'enfant du fait qui donne lieu à la nomination d'un tuteur. Ce tuteur est désigné par un conseil de famille présidé par le juge de paix et composé par lui de six personnes honorables du lieu du domicile de l'enfant.

Le tuteur peut intenter l'action en recherche soit de la paternité, soit de la maternité, moyennant l'autorisation du conseil de famille.

ART. 7.

La paternité et la maternité ne peuvent être recherchées contre l'enfant naturel.

ART. 5.

Sterft de moeder gedurende de minderjarigheid van het door haar erkende kind, dan is de ambtenaar van den burgerlijken stand, die de akte van overlijden heeft opgemaakt, verplicht den vrederechter van de woonplaats der overledene bekend te maken met het feit, dat aanleiding geeft tot benoeming van een voogd. Deze voogd wordt benoemd door een familieraad, voorgezeten door den vrederechter en door dezen samengesteld uit zes bloed- of aanverwanten der moeder of burgers van wie het bekend is dat zij met haar vriendschapsbetrekkingen hebben onderhouden.

Sterft de moeder nadat zij de rechtsvordering tot onderzoek naar het vaderschap heeft aangevangen, dan wordt het geding door den voogd voortgezet; in het tegenovergestelde geval kan hij, met machtiging van den familieraad, de rechtsvordering instellen.

ART. 6

De ambtenaar van den burgerlijken stand, bij wien wordt aangegeven de geboorte van een kind, geboren uit een vader en eene moeder die wettelijk onbekend zijn, is verplicht, binnen vier en twintig uren, den vrederechter der woonplaats van het kind bekend te maken met het feit, dat aanleiding geeft tot benoeming van een voogd. Deze voogd wordt aangewezen door een familieraad, voorgezeten door den vrederechter en door dezen samengesteld uit zes achtbare personen uit de woonplaats van het kind.

De voogd kan, met machtiging van den familieraad, de rechtsvordering tot onderzoek hetzij naar het vaderschap hetzij naar het moederschap instellen.

ART. 7.

Het onderzoek naar het vaderschap of naar het moederschap kan niet

ART. 8.

Les tribunaux criminels doivent se conformer aux dispositions qui précèdent en ce qui concerne la preuve de l'état.

ART. 9.

L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

ART. 10.

Les articles 329 et 330 du Code civil sont applicables aux héritiers de l'enfant naturel.

ART. 11.

Le demandeur sera tenu de présenter au président du tribunal requête contenant sommairement les faits : il y joindra les pièces à l'appui, s'il y en a.

ART. 12.

La requête sera répondue d'une ordonnance portant que les parties comparaitront devant le président au jour qui sera indiqué par la dite ordonnance.

ART. 13.

Les parties seront tenues de comparaître en personne, sans pouvoir se faire assister d'avoués ni de conseils.

ART. 14.

Le président soumettra aux parties les observations qu'il croira convenables. Si le demandeur persiste à vouloir poursuivre l'instance, le président rendra une

geschieden ten nadeele van het onechte kind.

ART. 8.

Wat betreft het bewijs van den staat, moet de strafrechter zich naar bovenstaande bepalingen gedragen.

ART. 9.

De rechtsvordering tot inroeping van den staat is, ten opzichte van het kind, niet aan verjaring onderworpen.

ART. 10.

De artikelen 329 en 330 van het Burgerlijk Wetboek zijn van toepassing op de erfgenamen van het onechte kind.

ART. 11.

De eischer is gehouden den voorzitter der rechtbank een verzoekschrift aan te bieden, waarin de feiten kortelijk zijn vermeld : hij voegt er stukken tot staving bij, zoo ze er zijn.

ART. 12.

Op het verzoekschrift volgt eene beschikking, inhoudende dat partijen voor den voorzitter moeten verschijnen ten dage in de beschikking aangeduid.

ART. 13.

Partijen zijn gehouden in persoon te verschijnen; zij mogen zich niet doen bijstaan door pleitbezorgers of raadslieden.

ART. 14.

De voorzitter maakt aan partijen de opmerkingen die hij gepast acht. Blijft de eischer er bij, de rechtsvordering voort te zetten, dan neemt de voorzitter

seconde ordonnance renvoyant les parties à se pourvoir, sans citation préalable, au bureau de conciliation.

ATR. 15.

Les articles 340 et 341 du Code civil sont abrogés.

eene tweede beschikking, waarbij bij partijen verwijst naar de rechtbank, zonder voorafgaande oproeping tot verzoening.

ART. 15.

De artikelen 340 en 341 van het Burgerlijk Wetboek vervallen.

